



Notes ouest-africaines

Pastoralisme et violence en Afrique du Nord et de l'Ouest

JUILLET 2021 N° 31



PASTORALISME ET VIOLENCE EN AFRIQUE DU NORD ET DE L'OUEST

Cette note a été rédigée par

Matthew Pflaum

Département de géographie, Université de Floride

NOTES OUEST-AFRICAINES

Les *Notes ouest-africaines* analysent les dynamiques socio-économiques, politiques et sécuritaires que traverse l'Afrique dans une perspective régionale et multidisciplinaire. Elles cherchent à stimuler la discussion, rassembler les informations et mieux anticiper les transformations en cours pour les politiques à venir. Elles visent à partager des études avec une large audience d'experts, de praticiens du développement, de décideurs et de lecteurs avertis. Les Notes sont disponibles en anglais et/ou en français ; les résumés dans les deux langues. Initiées par le Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (CSAO) pour éclairer les enjeux ouest-africains, ces analyses sont préparées par son Secrétariat, ses membres et partenaires, les autres départements de l'OCDE, des organisations internationales et autres experts et chercheurs.

Merci de citer cet ouvrage comme suit :

Pflaum, M. (2021), « Pastoralisme et violence en Afrique du Nord et de l'Ouest », *Notes ouest-africaines*, N° 31, Éditions OCDE, Paris.

<https://doi.org/10.1787/a75a5076-fr>

Contact auteur : mpflaum@ufl.edu

Notes ouest-africaines

ISSN 2414-2026

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Autorisé pour publication par Laurent Bossard, Directeur, Secrétariat du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (OCDE/CSAO).

Crédits photo : Couverture © Delphine Chedru.

© OCDE 2021

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes : <http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>

Résumé

Cette étude examine l'évolution géographique et temporelle des violences impliquant des pasteurs en Afrique du Nord et de l'Ouest. L'analyse repose sur plus de 36 000 événements violents survenus entre janvier 1997 et avril 2020, dans lesquels 206 groupes pastoraux ont été impliqués. Elle dresse ainsi un état des lieux des dynamiques des violences pastorales à l'échelon régional au cours des 20 dernières années. Une compréhension fine du rôle des pasteurs dans les violences est essentielle pour renforcer l'efficacité des politiques de stabilisation. Déjà répandues dans la région, les violences pastorales se sont étendues et intensifiées, comme en témoigne l'augmentation rapide du nombre d'événements violents et de victimes au cours des dix dernières années. De nombreux groupes ethniques sont impliqués, notamment les Peul et les Touareg. Le Nigéria et ses périphéries ainsi que le Sahel central sont les deux foyers principaux à partir desquels se propagent les violences régionales.

Les groupes armés liés aux pasteurs sont de plus en plus nombreux, en particulier dans les nouvelles zones de conflit telles que le nord du Burkina Faso, le Niger, le Tchad et le centre du Mali. Les Peul sont le groupe le plus nombreux et le plus dispersé géographiquement, et les communautés affiliées représentent la plus grande part des événements violents, des groupes et des décès. Les facteurs locaux sont vraisemblablement la cause principale des violences, plutôt que la convergence des groupes autour d'un intérêt commun. Les cinq groupes les plus violents représentent plus de 85 % de l'ensemble des décès et événements violents, indiquant que la plupart des pasteurs ne sont pas impliqués dans des niveaux élevés de violence. Les violences communautaires sont les plus répandues dans les groupes pastoraux, bien que l'extrémisme religieux et les violences à distance gagnent du terrain.

Mots clés : Afrique du Nord, Afrique de l'Ouest, pastoralisme, sécurité, violence politique

Codes JEL : D74, Q34, N47, R52

À propos de l'auteur

Matthew Pflaum est doctorant au Département de géographie de l'Université de Floride. Il est titulaire d'un MSc en études africaines et développement international de l'Université d'Édimbourg, et d'un MPH en santé mondiale et maladies infectieuses de l'Université Emory. Il étudie les stratégies pastorales et l'adaptation à l'insécurité dans la région de Mopti, au Mali, et plus généralement dans le Sahel, avec un intérêt particulier pour la sécurité alimentaire, les violences et la mobilité. E-mail: mpflaum@ufl.edu

Note aux lecteurs

Cette note est publiée dans le cadre du partenariat entre l'OCDE/CSAO et le Groupe de recherche sur le Sahel de l'Université de Floride. Cette collaboration vise à : 1) Renforcer les liens entre la recherche et les politiques de développement durable afin de mieux anticiper les changements dans le Sahel et en Afrique de l'Ouest. 2) Promouvoir l'expertise ouest-africaine en renforçant les liens avec les chercheurs et les centres de recherche africains par le biais du réseau du Groupe de recherche sur le Sahel.

Remerciements

Un grand remerciement à Urmeen Mansoon pour son aide précieuse dans la préparation des données pour l'identification des groupes pastoraux, et à Dr Olivier Walther pour son aide à la relecture, au formatage et à la cartographie.

Le Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest

Le Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (CSAO) est une plateforme internationale indépendante. Son Secrétariat est hébergé au sein de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

Sa mission est de promouvoir des politiques régionales à même d'améliorer le bien-être économique et social des populations ouest-africaines. Ses objectifs spécifiques sont d'améliorer la gouvernance régionale de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, et d'analyser les transformations en cours dans la région et leurs implications en matière de politiques publiques. Ses Membres et partenaires sont l'Autriche, la Belgique, le Canada, la Commission de la CEDEAO, le CILSS, les États-Unis, la Commission européenne, la France, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas, la Suisse et la Commission de l'UEMOA. Le CSAO a également conclu un protocole d'accord avec l'Université de Floride (Groupe de recherche sur le Sahel).

En savoir plus :

www.oecd.org/csao

Table des matières

RÉSUMÉ	6	
VIOLENCE POLITIQUE ET PASTORALISME EN AFRIQUE DU NORD ET DE L'OUEST	8	
PASTORALISME, CONFLITS ET ÉTAT	11	
État des lieux du pastoralisme en Afrique du Nord et de l'Ouest	11	
Les pasteurs et leurs relations avec l'État	12	
Les différentes formes de violence	13	
APPROCHE SPATIO-TEMPORELLE DES VIOLENCES PASTORALES	16	
DIVERSITÉ DES GROUPES PASTORAUX EN AFRIQUE DU NORD ET DE L'OUEST	18	
OÙ SE PRODUISENT LES VIOLENCES PASTORALES ?	24	
Violence par type	25	
Les violences politiques dans le Sahel central	27	
Les violences politiques au Nigéria et à sa périphérie	32	
Les violences liées aux Peul	33	
ÉVOLUTION DES VIOLENCES PASTORALES	36	
LES VIOLENCES PASTORALES PROGRESSED, MAIS RESTENT LE FAIT D'UN PETIT NOMBRE D'ACTEURS CLÉS	40	
RÉFÉRENCES	43	
Carte 1	Une zone d'étude de 21 pays	9
Carte 2	Événements violents impliquant des pasteurs, 1997-2020	25
Carte 3	Décès impliquant des pasteurs, par type, 1997-2020	26
Carte 4	Événements violents impliquant des pasteurs dans le Sahel central, 1997-2020	28/29
Carte 5	Événements violents impliquant des pasteurs au Nigéria et à sa périphérie, 1997-2020	30/31
Carte 6	Décès impliquant des Peul, 1997-2020	34
Graphique 1	Événements violents impliquant des pasteurs ou non, par pays, 1997-2020	19
Graphique 2	Décès impliquant des pasteurs ou non, par pays, 1997-2020	20
Graphique 3	Décès impliquant des pasteurs, par catégorie de groupe, 1997-2020	21
Graphique 4	Dix principaux groupes pastoraux présentant le plus grand nombre de décès, 1997-2020	22
Graphique 5	Distance type au centre moyen et ellipse de dispersion	23
Graphique 6	Nombre annuel de décès liés à des événements violents en Afrique du Nord et de l'Ouest, 1997-2020	36
Graphique 7	Nombre de groupes pastoraux impliqués dans des événements violents, par année, 1997-2020	37
Graphique 8	Nombre mensuel de décès impliquant des pasteurs dans la région, 1997-2020	38
Tableau 1	Les trois principaux types de violence en Afrique	14
Tableau 2	Groupes pastoraux transnationaux, par ethnie	17
Tableau 3	Événements violents et décès impliquant des pasteurs, par foyer, 1997-2020	24

Résumé

Les groupes pastoraux sont couramment associés à l'envolée récente des violences politiques qui s'observe en Afrique du Nord et de l'Ouest depuis le début des années 2010. La présente étude questionne ce lien présumé, en analysant l'évolution spatiale et temporelle des violences impliquant des pasteurs à partir de plus de 36 000 événements violents entre janvier 1997 et avril 2020. Cet état des lieux des dynamiques des violences pastorales à l'échelon régional au cours des 20 dernières années tente de clarifier l'implication des pasteurs dans les événements violents et d'éclairer les politiques.

L'étude confirme dans un premier temps la concentration géographique des événements violents et des décès impliquant des pasteurs dans deux zones : le Nigéria et sa périphérie, déjà en proie à de nombreux conflits ; et le Sahel central, vaste territoire déstabilisé par le conflit malien et la prolifération des groupes extrémistes. En dehors de ces deux zones, la plupart des groupes pastoraux ne sont guère impliqués dans des violences. Ces deux régions ont connu un essor rapide des violences pastorales depuis 2012-13, sous l'effet de la prolifération des milices et des groupes extrémistes, ainsi que de la ramification des conflits au Mali, au Nigéria et en Libye. Au Nigéria, le centre de gravité des violences pastorales s'est toujours situé dans la Middle Belt, où les violences communautaires sont répandues. Les événements violents se sont aussi propagés au nord et au sud du pays. Dans la région frontalière entre le Mali, le Burkina Faso et le Niger, ces violences suivent les mêmes dynamiques spatiales que le conflit malien : d'abord concentrées au Mali, elles se déplacent progressivement vers le sud.

L'étude met ensuite en évidence une augmentation des violences pastorales vers 2008, après une décennie de relative tranquillité. Ces violences se caractérisent par une intensification et une diffusion au-delà des frontières, comme en témoigne l'apparition récente de violences dans le nord du Burkina Faso. Cette implication croissante est cependant imputable pour 81 % des événements violents et 85 % des décès impliquant des groupes pastoraux à cinq groupes ou grandes catégories ethniques. Les groupes peul qui sont l'un des plus importants, sont associés au plus grand nombre d'événements violents et de décès dans la région. Les conflits dans le Sahel central, en particulier au Mali et au Burkina Faso, tout comme au Nigéria, ont été le théâtre d'un grand nombre de violences associées aux Peul. Il s'agit là de leurs principaux foyers d'activité, même si les violences recensées les impliquent, comme victimes ou responsables, dans 13 autres pays.

Ces violences reflètent les mêmes tendances qu'à l'échelon régional, comme l'intensification de la violence, l'implication croissante des milices communautaires et l'augmentation du nombre de victimes civiles, en particulier dans les régions frontalières et les zones rurales. À ce titre, certaines stratégies déjà en place pour d'autres conflits de la région peuvent être appliquées aux violences impliquant les groupes pasteurs. Tout d'abord, les gouvernements devraient s'attacher à résoudre les tensions communautaires et les violences ethniques associées aux pasteurs et autres groupes, qui impliquent souvent des dissensions religieuses, territoriales, économiques, ou liées aux ressources. Les autorités régionales doivent également accroître leurs investissements dans certaines régions rurales, pauvres et isolées où vivent les pasteurs et où les institutions et les infrastructures restent insuffisantes, comme dans le nord du Mali. Enfin, les États de la région devraient encourager une meilleure intégration des groupes pastoraux dans les institutions politiques, culturelles et sociales. Il existe dans la région une longue tradition de commerce entre éleveurs, agriculteurs et autres groupes. En s'appuyant sur les avantages mutuels des échanges, de l'engagement communautaire, des institutions et des autres relations entre groupes ethniques, les gouvernements devraient œuvrer à rétablir des liens de confiance fortement détériorés au cours des dernières décennies, faisant le lit de la violence et de l'insécurité.

Violence politique et pastoralisme en Afrique du Nord et de l'Ouest

L'Afrique du Nord et de l'Ouest sont, depuis le début des années 2000, le théâtre d'une intensification et d'une propagation des violences, sous l'effet des interactions complexes entre extrémisme religieux, rébellions et violences communautaires (OCDE/CSAO, 2020 ; Eizenga, 2019). Cette intensification des conflits a exacerbé les divisions ethniques, politiques et religieuses, alors même que de nombreux États sont mal préparés pour endiguer ou prévenir les violences et l'insécurité (Boldaro, 2018). Les cinq dernières années ont ainsi été les plus violentes jamais connues dans la région, avec près de 70 000 personnes tuées dans 19 000 événements violents, et un pic en 2020, année la plus meurtrière jamais enregistrée. Parmi les épicentres de tension, nombreux sont ceux impliquant des islamistes armés et des groupes d'autodéfense ethniques qui perpètrent des cycles de violences et de massacres au Burkina Faso, au Nigéria, au Niger et au Mali (HRW, 2020). Les violences se propagent au-delà des frontières (Dowd, 2018), comme en témoignent les exemples du Sahel central et de la région du lac Tchad. Ces violences prennent par ailleurs de plus en plus pour cible des civils (OCDE/CSAO, 2020 ; Williams, 2016 ; Wood et Kathman, 2015).

Les groupes pastoraux, comme les Peul et les Touareg, sont couramment associés à la flambée récente des violences politiques dans la région, certains allant même jusqu'à les qualifier de « rébellion peul » ou de « jihad peul » (Cissé, 2020 ; Institute for Economics and Peace, 2018 ; McGregor, 2017). Avec la montée des violences, le pastoralisme est souvent vu comme incompatible avec les États africains contemporains (Koné, 2017) et il est supposé que les pasteurs réagissent ainsi à la marginalisation et aux diverses pénuries de ressources et tensions par la violence. Le rôle joué par certains pasteurs dans des groupes jihadistes tels que la Katibat Macina ou Ansarul Islam, ainsi que dans des mouvements rebelles comme le Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA), n'a fait que renforcer ces préjugés. Selon différents médias et études, les communautés pastorales sont ainsi de plus en plus assimilées aux violences et à l'insécurité, tandis que certains gouvernements les présentent comme des contraintes entravant les progrès de l'État et l'activité économique (Benjaminsen et Ba, 2019 ; Cissé, 2020).

La Note questionne ce lien présumé entre pastoralisme et violence en examinant l'évolution géographique et temporelle des violences impliquant des pasteurs en tant que victimes ou responsables. Un état des lieux des violences pastorales à l'échelon régional est dressé à partir de l'analyse de 36 000 événements violents survenus dans 21 pays d'Afrique du Nord et de l'Ouest entre janvier 1997 et avril 2020, et impliquant 206 groupes pastoraux (carte 1). Pour examiner l'implication des pasteurs dans les violences, cette étude s'appuie sur les données désagrégées du projet « Armed Conflict Location and Event Database » (ACLED) (Raleigh et al., 2010). La compréhension du rôle des pasteurs dans les violences de la région est essentielle pour renforcer l'efficacité des politiques.

Cette note aborde deux questions cruciales pour l'avenir de la région :

- *Où se produisent les violences pastorales ?* L'étude de la géographie des violences éclaire sur les dynamiques régionales des violences pastorales en termes d'événements violents et de décès. Plus spécifiquement, elle examine le poids des différents groupes pastoraux impliqués dans les violences dans les 21 pays de l'étude, ainsi que leur participation, à titre de victime ou de responsable, dans les violences observées.

Carte 1

Une zone d'étude de 21 pays



Source: OCDE/CSAO (2020).

- *Comment les violences pastorales ont-elles évolué?* L'analyse temporelle met à jour les dynamiques des violences pastorales depuis 1997 dans l'ensemble de la région et dans certains pays. Alors que la violence augmente, il est essentiel de déterminer si les violences pastorales suivent cette tendance ou si elles présentent des caractéristiques particulières.

Cette étude poursuit les travaux entamés par le CSAO sur les violences et les conflits en Afrique du Nord et de l'Ouest (OCDE/CSAO, 2021, 2020, 2014), tout en circonscrivant l'échelle d'analyse à certains groupes et milices ethniques. Les études antérieures examinent les événements violents principalement sous l'angle des dynamiques globales de violence, des facteurs politiques et de gouvernance, ou par type de groupe (Cilliers, 2018 ; Raleigh et al., 2020 ; Sandor, 2017). Rares sont celles qui envisagent cette question d'un point de vue ethnique, ce qui est le cas de cette Note. Enfin, si les pasteurs sont largement impliqués dans les violences de la région, l'examen de cette implication se limite en général aux principaux groupes, tels les Peul et les Touareg, négligeant ainsi les centaines d'autres groupes pastoraux de la région. Cette étude est la première à inclure l'ensemble des groupes violents principalement composés de pasteurs.

Pastoralisme, conflits et État

ÉTAT DES LIEUX DU PASTORALISME EN AFRIQUE DU NORD ET DE L'OUEST

Les estimations des populations pastorales en Afrique sont comprises entre 250 et 367 millions, la majorité vivant dans la région du Sahel (Holecheck et al., 2016). Les pays d'Afrique du Nord et de l'Ouest affichent certains des pourcentages les plus élevés de ces populations, avec des proportions allant de 30 à 40 % au Tchad, au Mali et en Mauritanie, et de 10 à 20 % dans le reste de la région (Cline, 2020 ; CEA, 2017). Les pasteurs apportent également une contribution importante à l'économie du continent. En Afrique de l'Ouest, la production animale concerne par exemple au moins 20 millions de personnes (Zondi, 2018). Les exportations de bétail, estimées à 800 millions de dollars US (USD) dans la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), seraient le produit agricole le plus important de la région (De Haan et al., 2016).

Les pasteurs se caractérisent par leur pratique de l'élevage extensif et leur mobilité (UNOWAS, 2018). Loin de constituer une entité homogène ou unifiée, ils présentent un large éventail de modes et d'activités de subsistance, allant du nomadisme total et de la migration des pasteurs et de leur bétail entre les zones de pâturage en fonction des saisons (transhumance), à l'agropastoralisme sédentaire ou semi-sédentaire (Brottem et McDonnell, 2020 ; Cline, 2020 ; UNOWAS, 2018). L'agropastoralisme mêle agriculture et élevage, et nécessite une sédentarisation partielle pour cultiver la terre tout en maintenant la mobilité du bétail. Un grand nombre de groupes pastoraux se sont sédentarisés et/ou sont passés à l'agropastoralisme en raison de la concurrence croissante pour les terres et les ressources, qui limite leurs possibilités d'élevage, mais aussi de la nécessité de produire suffisamment de nourriture pour subvenir aux besoins de leurs familles.

La plupart des groupes pastoraux vivent dans au moins deux pays, ce qui fait d'eux des acteurs transnationaux majeurs du commerce, des migrations et, parfois, des violences (Williams, 2016). Les taux de croissance démographique des pasteurs à travers l'Afrique continuent d'augmenter, dépassant souvent la moyenne continentale de 2.2 % (Holecheck et al., 2016). Cet accroissement démographique accentue les rivalités entre pasteurs et autres groupes.

La rareté des ressources a un impact important sur les griefs et l'insécurité des pasteurs. C'est un sujet d'attention croissante au sein des communautés universitaires et politiques (Holecheck et al., 2016).

De nombreux facteurs contribuent aux tensions entre pasteurs, États et autres groupes sociaux en Afrique du Nord et de l'Ouest. Les États, tout comme les groupes ethniques dotés de pouvoir ou d'autorité, ont la possibilité de s'emparer des ressources ou d'en contrôler l'accès, ce qui peut provoquer un certain ressentiment contre l'État et un climat de concurrence (Brottem et McDonnell, 2020). La nature et les conséquences de ces tensions revêtent des formes multiples. Ces 20 dernières années, les pasteurs se sont vus assimilés au militantisme et à l'extrémisme, et se sont également trouvés impliqués dans des cercles vicieux de violences intercommunautaires. Certains groupes extrémistes militants et religieux recrutent massivement au sein des communautés pastorales, parce que leurs zones d'opérations sont majoritairement pastorales – comme dans le cas du recrutement de Peul par Ansarul Islam dans le nord du Burkina Faso (Cline, 2021). Les griefs et tensions locales font aussi des pasteurs locaux de bonnes recrues potentielles, comme dans le cas du recrutement des Peul par la Katibat Macina dans le centre du Mali (Thurston, 2020). S'il est vrai que les pasteurs sont impliqués dans des groupes militants, il est toutefois important de prendre conscience que la plupart n'usent pas de la violence.

LES PASTEURS ET LEURS RELATIONS AVEC L'ÉTAT

Les pasteurs restent souvent marginalisés et connaissent d'importantes tensions avec les gouvernements, malgré leur contribution significative aux économies africaines (HRW, 2020, 2018). Les politiques gouvernementales ont souvent contribué à marginaliser les sociétés pastorales en les forçant à se sédentariser, en empêchant leurs déplacements transnationaux et/ou en limitant leur accès aux ressources naturelles, aux infrastructures sociales et aux emplois publics (Diallo, 2017). Le pastoralisme n'est en outre souvent pas inscrit dans les législations nationales comme forme légitime d'exploitation des terres. Les États sahéliens ne reconnaissent généralement pas la nature spécifique de l'utilisation pastorale des terres (CEA, 2017) et/ou n'instaurent pas de politiques actives pour renforcer les institutions susceptibles de protéger les parcours et zones de pâturage. Enfin, plusieurs pays dotés de codes fonciers spécifiques au pastoralisme ne les mettent toutefois en œuvre que de manière incomplète ou inefficace, et avec de faibles ressources.

Les gouvernements voient souvent dans les pasteurs une source de contraintes du fait que ces populations vivent en dehors des cadres administratifs et sécuritaires de l'État. Les modes de vie et de production pastoraux sont ainsi considérés par de nombreux responsables publics comme fondamentalement incompatibles avec l'État, dans la mesure où, reposant sur la mobilité, ils se prêtent moins

facilement à la taxation et aux contrôles que les activités économiques utilisant des ressources localisées, comme l'agriculture, la pêche et l'exploitation minière (Retailé et Walther, 2011). Les autorités et les États emploient une multitude de mécanismes pour opprimer ou marginaliser les pasteurs, notamment les pénalités et amendes, les sanctions, les arrestations, l'exploitation, ou encore l'expulsion ou le déplacement forcé (Brottem et McDonnell, 2020).

Dans des pays comme le Mali, le renforcement des institutions pastorales reste une priorité de second rang, ce qui laisse aux organisations pastorales, aux ONG et aux associations ethniques la tâche de réguler les actions individuelles et collectives pour protéger et préserver leurs intérêts économiques, sociaux, culturels et politiques (De Haan et al., 2016). Dans de nombreux pays d'Afrique du Nord et de l'Ouest, les pasteurs disposent donc d'options plus que limitées pour protéger leurs moyens de subsistance (Chauzal et Damme, 2015 ; UNOWAS, 2018). Les communautés pastorales sont ainsi souvent vulnérables face aux extorsions, aux négligences, à la pauvreté, à la taxation et au vol de bétail, tout en se trouvant exposées aux accusations et menaces d'autres communautés leur reprochant d'empiéter sur leurs terres (Rupesinghe et Bøås, 2019). Au Nigéria, certains groupes pastoraux se plaignent que l'État n'ait ni puni ni enquêté sur le meurtre de plus de 1 000 pasteurs et le vol de 2 millions de têtes de bétail entre 2017 et 2018 (Brottem et McDonnell, 2020).

Dans certains cas, la négligence à l'égard des questions pastorales peut exacerber les tensions ethniques et attiser les rébellions. L'insécurité associée à la rébellion de 2012 au Mali est ainsi considérée par certains chercheurs comme l'exemple type des tensions sociales et pastorales présentes dans une grande partie de l'Afrique du Nord et de l'Ouest (Diallo, 2017 ; Thérroux-Bénoni et al., 2016). Il existe de façon générale dans la région du Sahara-Sahel des problèmes d'instabilité profondément enracinés, liés à la faiblesse des États et des institutions, à la corruption, à la négligence vis-à-vis des zones rurales, et aux tensions ethniques et sociales en lien avec les allégeances et le pouvoir politique (Wehrey et Boukhars, 2013). D'autres facteurs plus locaux viennent en outre aggraver ces problèmes : le manque d'opportunités, les marchés illicites, la criminalité liée aux trafics, aux stupéfiants et aux armes, ainsi que le radicalisme et l'extrémisme. Ce qui était initialement la « question touare » dans le nord du Mali s'est ainsi progressivement étendue à la région centrale de Mopti et au-delà, se transformant peut-être alors en « question peul » (Chauzal et Damme, 2015).

LES DIFFÉRENTES FORMES DE VIOLENCE

Les pasteurs sont impliqués dans les trois principaux types de violence observés en Afrique du Nord et de l'Ouest : l'extrémisme religieux violent, les violences communautaires et les rébellions (tableau 1).

Tableau 1

Les trois principaux types de violence en Afrique

Type	Définition	Exemple d'implication des pasteurs
Extrémisme religieux violent (islamisme radical, jihadisme)	Priorité donnée à la lutte violente (jihad) comme moyen principal, voire exclusif, de parvenir à un nouvel ordre politique	La Katibat Macina a recruté massivement parmi les Peul du Sahel central, exploitant leurs griefs de longue date concernant la concurrence pour les terres et l'eau, l'oppression de l'État et les tensions ethniques.
Violences communautaires	Conflits fonciers entre éleveurs et agriculteurs, ou violences entre communautés ethniques rivales	Le massacre d'Ogossagou, en 2019, au cours duquel au moins 110 éleveurs peul sont tués par des chasseurs dogons (Reuters, 2019).
Rébellions	Combats armés à l'intérieur des frontières d'une entité souveraine reconnue, entre des parties soumises à une autorité commune au début des hostilités	Les pasteurs sont représentés au sein du MNLA, groupe touareg du nord du Mali (Azawad) militant pour ses droits, son autonomie et sa reconnaissance. Ils sont également impliqués dans le Haut conseil pour l'unité de l'Azawad (HCUA) et la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA).

Source : Auteur.

- L'extrémisme religieux violent** (islamisme radical, jihadisme). Cette vision de l'ordre politique islamique rejette la légitimité des États-nations souverains modernes, tente de restaurer ou de créer de nouvelles entités panislamiques, et/ou privilégie la lutte violente (jihad) comme moyen principal, voire exclusif, de parvenir à un nouvel ordre politique (Mandaville, 2014). Les groupes extrémistes diffèrent dans leurs idéologies et l'importance qu'ils accordent aux différentes dimensions du radicalisme. Le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (JNIM) conteste par exemple les gouvernements en place et l'aide étrangère. Le prosélytisme est en revanche plus important dans un groupe comme l'État islamique dans le Grand Sahara (ISGS), qui cherche à instaurer un califat mondial et use de violence contre les non-partisans et les non-croyants (Raleigh et al., 2020). Le jihadisme est donc une stratégie adoptée par les extrémistes religieux pour atteindre leurs objectifs. Ces acteurs non étatiques font usage de la menace ou d'actes de violence pour parvenir à leurs fins politiques, économiques ou sociales par l'intimidation d'un public en général plus large que leurs victimes immédiates (Phillips, 2014).

Les violences perpétrées par les groupes extrémistes contribuent à attiser les tensions ethniques existantes (Thurston, 2020). Certains pasteurs ont trouvé un terrain d'entente avec les jihadistes sur certains points idéologiques liés à l'anti-étatisme, l'anti-élitisme et à la défense du pastoralisme (Benjaminsen et Ba, 2019). Les recrues touareg sont ainsi nombreuses dans les rangs des groupes armés, comme le Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO) et Ansar Dine (Bencherif et Campana, 2016). Certains Peul et Touareg ont adhéré à divers groupes extrémistes dans la région afin de promouvoir les revendications politiques et sociales des pasteurs dans les pays où ils se disent marginalisés

ou opprimés (Raleigh et al., 2020). Les premières recrues de la Katibat Macina dans le centre du Mali étaient majoritairement peul : leur adhésion avait pour but de se défendre contre les menaces touareg et l'armement concomitant des Bambaras et Dogons voisins par les forces de sécurité maliennes. L'appartenance ethnique est donc devenue une dimension importante et exploitable des violences dans la région.

- **Les violences communautaires** impliquent des litiges ou conflits fonciers entre des communautés ethniques (ICG, 2017). L'un des principaux facteurs contribuant à ce type de violence réside dans les dissensions entre les groupes au sujet du pouvoir, de la politique, des ressources, des terres et de l'eau. Bien que ces différends puissent être particulièrement prononcés entre agriculteurs et éleveurs (Okoli et Atelhe, 2014), ils peuvent aussi se produire entre groupes aux moyens de subsistance similaires. Au Mali, les violences communautaires, initialement concentrées dans la région centrale de Mopti, se sont ensuite étendues à une grande partie du pays. Les ethnies impliquées dans ces attaques sont les Bambara, les Songhaï, les Dogons et les Peul. Deux grands massacres ont été perpétrés contre des communautés peul, le premier par des chasseurs traditionnels (Dozos) à Koulogon (Mali), et le second par des groupes d'autodéfense Koglweogo à Yirgou (Burkina Faso). Les violences communautaires tendent à augmenter en présence de groupes extrémistes ou rebelles, les communautés locales formant alors des milices communautaires, ethniques ou d'autodéfense pour se protéger contre les actes de violence (UNOWAS, 2018). Les groupes extrémistes exploitent les griefs locaux, entraînant ainsi une densification encore plus forte des groupes d'autodéfense et de milices communautaires et ethniques (Raleigh et al., 2020).
- **La rébellion** est un terme générique incluant également les guerres civiles, les insurrections et certaines formes de violences politiques. Elle fait généralement référence à un conflit interne avec des influences externes, dans lequel des insurgés tentent de prendre le pouvoir, tandis que des forces anti-insurrectionnelles ou les autorités en place s'efforcent de le conserver (Galula, 2006). Les insurgés ou rebelles peuvent prendre le pouvoir de trois manières : par une révolution, par un coup d'État ou par une insurrection. Les conflits civils contemporains impliquent souvent un éventail d'acteurs non étatiques, dont les groupes paramilitaires, les milices locales, les combattants étrangers, les factions rebelles alliées ou rivales, les extrémistes et les forces multinationales (Wood et Kathman, 2015). Du fait de la mobilité des pasteurs, les conflits impliquant ces populations peuvent être difficiles à contenir et se propagent souvent au-delà des frontières, comme la rébellion du MNLA de 2012 au Mali, impliquant des Touareg, et le Front Polisario au Maroc, impliquant des Sahraoui.

Approche spatio-temporelle des violences pastorales

La Note s'appuie sur les événements violents recensés par le projet ACLED depuis la fin des années 90. Cette base de données désagrégées et axées sur les acteurs se concentre sur les violences politiques, définies comme « tout usage de la force par un groupe au nom d'un objectif ou d'une motivation politique » (ACLED, 2019, p. 6). ACLED recense 35 332 événements violents ayant entraîné la mort de 151 174 personnes dans les 21 pays d'Afrique du Nord et de l'Ouest de janvier 1997 à avril 2020 (ACLED, 2020). Au cours de cette période, 4 059 groupes ont été impliqués dans des événements violents à travers la région, dont 206 groupes pastoraux, que ce soit en tant que victimes ou auteurs. Aux fins de cette étude, le pastoralisme est défini comme une « relation symbiotique finement tissée entre l'écologie locale, le bétail domestiqué et les populations » (Bevan et PNUD, 2007) et les groupes pastoraux, comme ceux pratiquant l'élevage extensif et transhumant (UNOWAS, 2018).

Pour identifier les acteurs pastoraux, l'étude a dans un premier temps retenu les groupes dont l'appellation faisait référence à des groupes pastoraux, comme les « milices ethniques peul », indépendamment de la catégorie d'acteur dont ils relevaient dans la base de données ACLED. La base de données code les grands groupes en fonction de leurs moyens de subsistance ou de leur appartenance ethnique (par exemple, « milices ethniques », « groupes ethniques », « pasteurs » ou « groupe ethnique touareg »), soit parce que les informations sont insuffisantes, soit parce que les acteurs ne se sont pas identifiés comme appartenant à un groupe spécifique. Ces groupes sont fondamentalement différents d'organisations formelles comme Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) et décrivent simplement les acteurs impliqués dans les violences selon leur appartenance ethnique. Pour cette raison, une distinction est établie entre ces groupes et les organisations formelles. Il subsiste un problème avec les appellations ethniques des « milices » ou des « groupes » : la même nomenclature est appliquée à ces groupes dans les différents pays de la région, quand bien même aucun lien, affiliation ou coordination ne les unit. La « milice ethnique peul (Mali) » et la « milice ethnique peul (Nigéria) » sont ainsi deux milices composées de Peul de deux pays différents sans liens entre elles.

Dans un second temps, les groupes connus pour compter une large proportion de militants touareg, peul ou arabes sont également inclus. Cette approche a permis l'inclusion des groupes pastoraux les plus importants, tels que l'Alliance démocratique du 23 mai pour le changement (ATNMC), le Groupe autodéfense touareg Imghad et alliés (GATIA), le MNLA et tout groupe associé aux Touareg et aux Peul. Dans un troisième temps, les événements violents faisant référence à des groupes pastoraux ont aussi été inclus, en comparant les notes d'ACLED à la littérature existante pour confirmer que les groupes mentionnés étaient effectivement pastoraux. Enfin, chaque acteur mentionné par ACLED a fait l'objet d'un examen minutieux afin d'identifier tous les groupes restants susceptibles de correspondre à la définition du pastoralisme susmentionnée, et de les coder comme tels (tableau 2).

Tableau 2

Groupes pastoraux transnationaux, par ethnie

Groupe	Pays
Touareg	
MNLA	Algérie, Mali, Burkina Faso
ATNMC	Algérie, Mali
« Groupe ethnique touareg »	Burkina Faso, Mali
« Milice ethnique touareg »	Libye, Niger, Mali
« Groupe ethnique daoussahak »	Mali, Niger
Toubou	
« Milice ethnique toubou »	Tchad, Niger
Peul	
« Milice ethnique peul »	Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Tchad, Côte d'Ivoire, Ghana, Guinée, Niger, Nigéria, Sénégal, Togo
« Groupe ethnique peul »	Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Tchad, Ghana, Mali, Nigéria
Ansarul Islam	Burkina Faso, Mali
Katibat Macina	Burkina Faso, Mali
« Milice ethnique peul »	Burkina Faso, Mali
Pasteurs non identifiés	
« Pasteurs »	Tous les pays, à l'exception de la Gambie, de la Guinée-Bissau, du Libéria, de la Sierra Leone, de la Libye et de l'Algérie
Sahraoui	
« Milice ethnique sahraoui »	Algérie, Maroc
Front Polisario	Algérie, Mali, Mauritanie

Source : Auteur, à partir des données ACLED (2020)

Note : Les groupes définis par une appartenance à une ethnie, et non à une organisation, sont indiqués entre guillemets.

Diversité des groupes pastoraux en Afrique du Nord et de l'Ouest

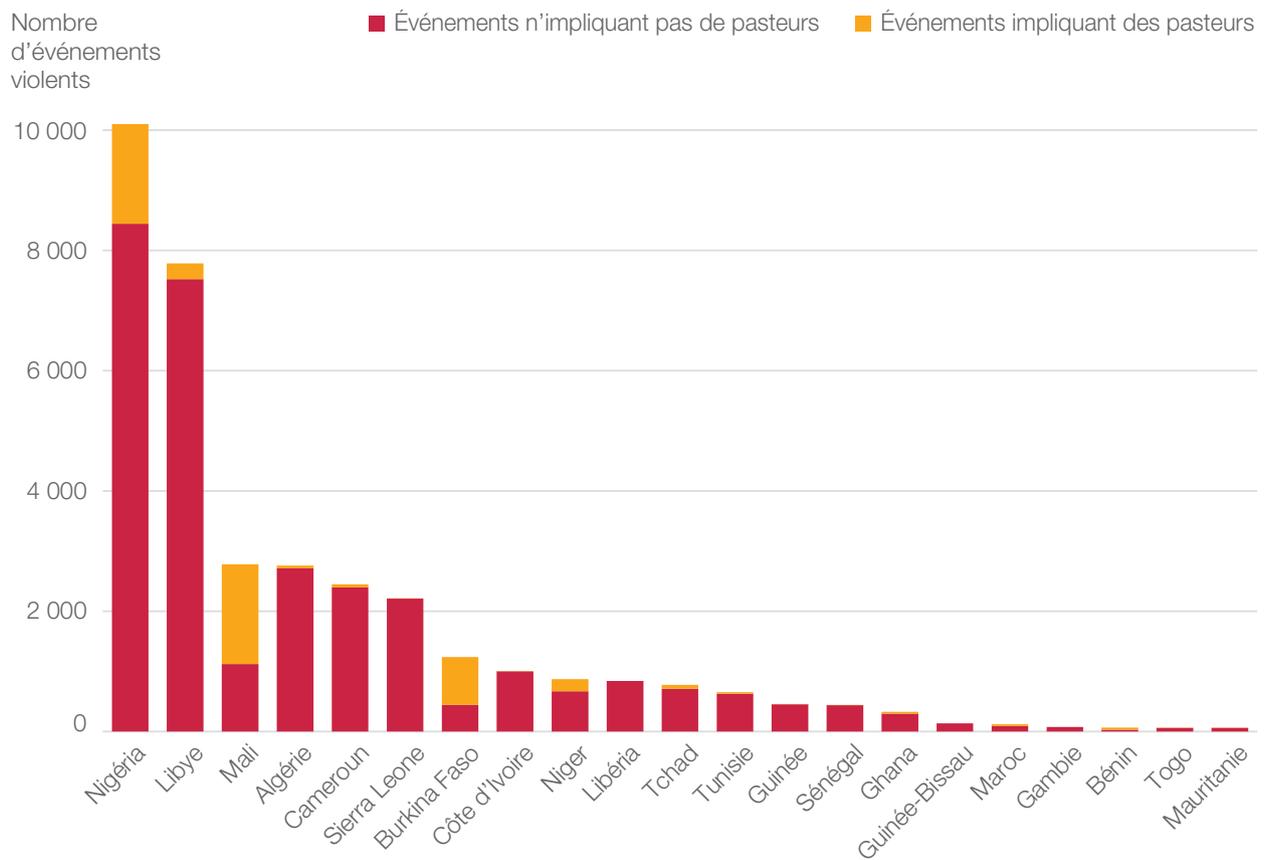
Les groupes pastoraux sont impliqués dans des événements violents dans tous les pays d'Afrique du Nord et de l'Ouest, à l'exception de la Guinée-Bissau, de la Gambie et du Libéria (graphique 1). Seuls 206 (5 %) des 3 818 acteurs impliqués dans des événements violents relèvent de la catégorie pastorale. À l'échelon national, les pourcentages les plus élevés d'acteurs pastoraux s'observent au Mali (21 %), au Bénin (14 %), au Niger (14 %) et au Burkina Faso (11 %). Le Nigéria est le pays de la région présentant le plus d'événements violents, alors que seuls 2 % des acteurs y sont pastoraux. Il n'est constaté aucune association nette entre le nombre total de groupes impliqués dans des événements violents et le nombre de groupes pastoraux, ces derniers variant considérablement entre les pays et les régions d'Afrique du Nord et de l'Ouest. Les dynamiques migratoires historiques et traditionnelles, les politiques gouvernementales et les conditions environnementales sont autant de facteurs qui ont conduit à la variation des concentrations de pasteurs à travers la région.

L'analyse des événements violents et des décès dans la région, tous groupes confondus, souligne de fortes variations. Les pays présentant les pourcentages les plus élevés d'événements violents impliquant des pasteurs sont le Burkina Faso (64 %), le Mali (60 %), le Bénin (54 %), le Maroc (23 %) et le Niger (23 %). Dans certains pays globalement peu violents, comme le Bénin (70 événements violents), la majorité des violences impliquent des pasteurs. Si les violences n'y sont pas aussi graves qu'au Mali ou au Nigéria, la forte proportion de violences pastorales n'en reste pas moins préoccupante. Au Nigéria, qui constitue le principal foyer de violences, seuls 16 % des événements ont été perpétrés par des pasteurs. Alors que les violences pastorales y représentent près d'un cinquième des événements violents, elles ne constituent en fait qu'une partie de l'enchevêtrement des différents conflits de ce pays.

Il n'y a pas d'adéquation parfaite entre le nombre d'événements violents et le nombre d'événements violents impliquant des pasteurs. Le Mali présente ainsi à peu près le même nombre d'événements violents impliquant des pasteurs que le Nigéria, mais environ un tiers du nombre total d'événements violents de ce dernier. Le Burkina Faso affiche aussi un nombre relativement élevé d'événements violents impliquant des pasteurs (graphique 1). Dans certains pays, en revanche, le nombre d'événements violents est élevé, mais

Graphique 1

Événements violents impliquant des pasteurs ou non, par pays, 1997-2020



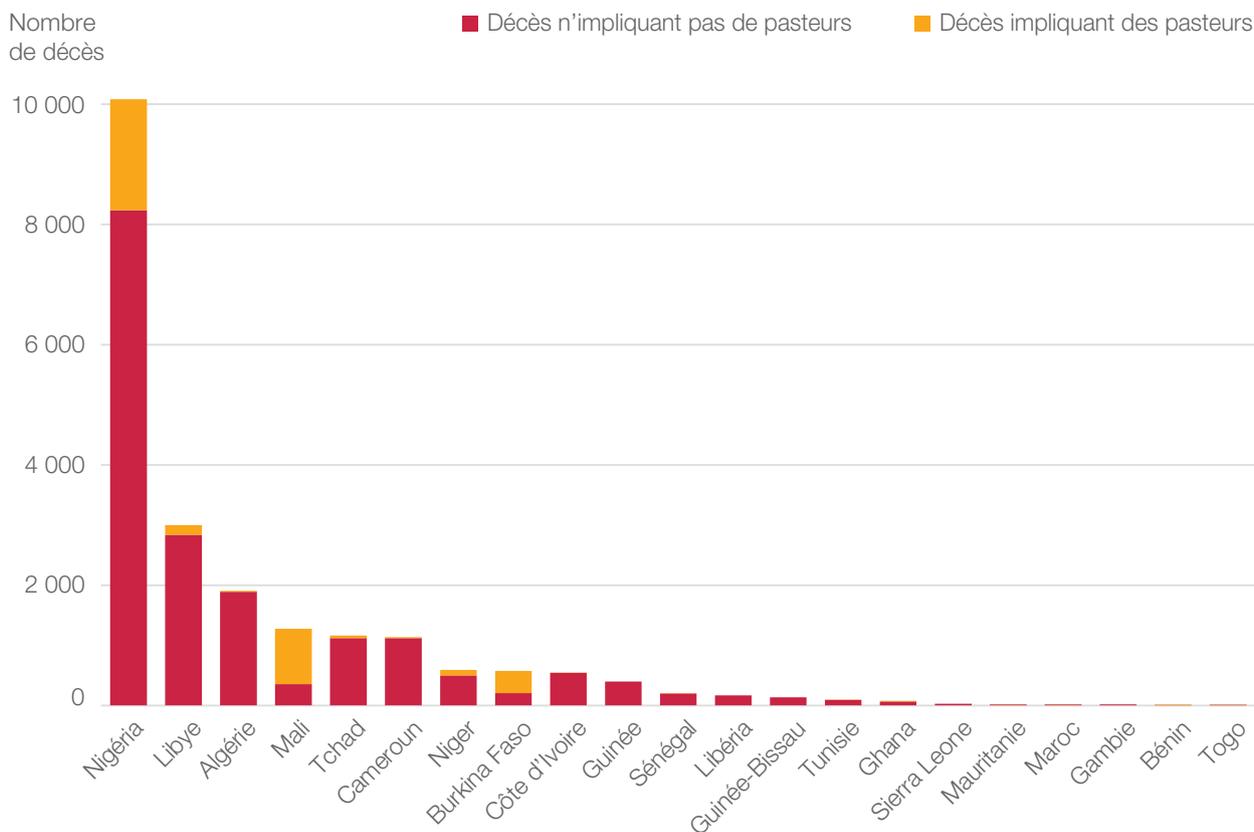
Source : Auteur, à partir des données ACLED (2020). Données disponibles jusqu'en avril 2020.

très peu impliquent des pasteurs ; c'est notamment le cas de la Libye, de l'Algérie, du Cameroun, de la Sierra Leone, du Libéria et de la Côte d'Ivoire. L'analyse des événements violents et des décès révèle en outre quelques cas surprenants, comme celui de la Mauritanie, qui est proche de plusieurs pays aux niveaux de violence élevés (Algérie, Mali et Burkina Faso) mais compte très peu d'événements violents en général et liés aux groupes pasteurs en particulier.

De 1997 à 2020, 24 694 décès impliquant des pasteurs sont recensés. Le Nigéria, la Libye, le Mali et l'Algérie présentent le plus grand nombre de décès, que ce soit en termes de violences totales ou pastorales (graphique 2). Les proportions les plus élevées de décès impliquant des pasteurs par rapport au nombre total de décès s'observent au Bénin (78 %), au Mali (72 %), et au Burkina Faso (64 %). Les tendances sont inquiétantes au Mali et au Burkina Faso : les violences y connaissent une progression rapide au cours de la dernière décennie, le risque de propagation transnationale est avéré et une part importante des événements violents impliquent des pasteurs.

Graphique 2

Décès impliquant des pasteurs ou non, par pays, 1997-2020



Source : Auteur, à partir des données ACLED (2020). Données disponibles jusqu'en avril 2020.

Dans la région étudiée, seuls deux pays aux niveaux de violence élevés affichent une proportion de décès impliquant des pasteurs supérieure à 50 %.

Les dynamiques relatives aux décès sont similaires à celles des événements violents. Le Nigéria, le Mali et le Burkina Faso présentent ainsi le nombre le plus élevé de décès, que ceux-ci impliquent des pasteurs ou non (graphique 2). Les violences impliquant des groupes pastoraux sont en progression dans ces pays, tendance tout à fait préoccupante. Malgré un nombre important d'événements violents impliquant des pasteurs dans plusieurs autres pays, comme l'Algérie, le Cameroun, la Libye, le Niger et le Tchad, les décès impliquant des pasteurs y restent relativement peu nombreux.

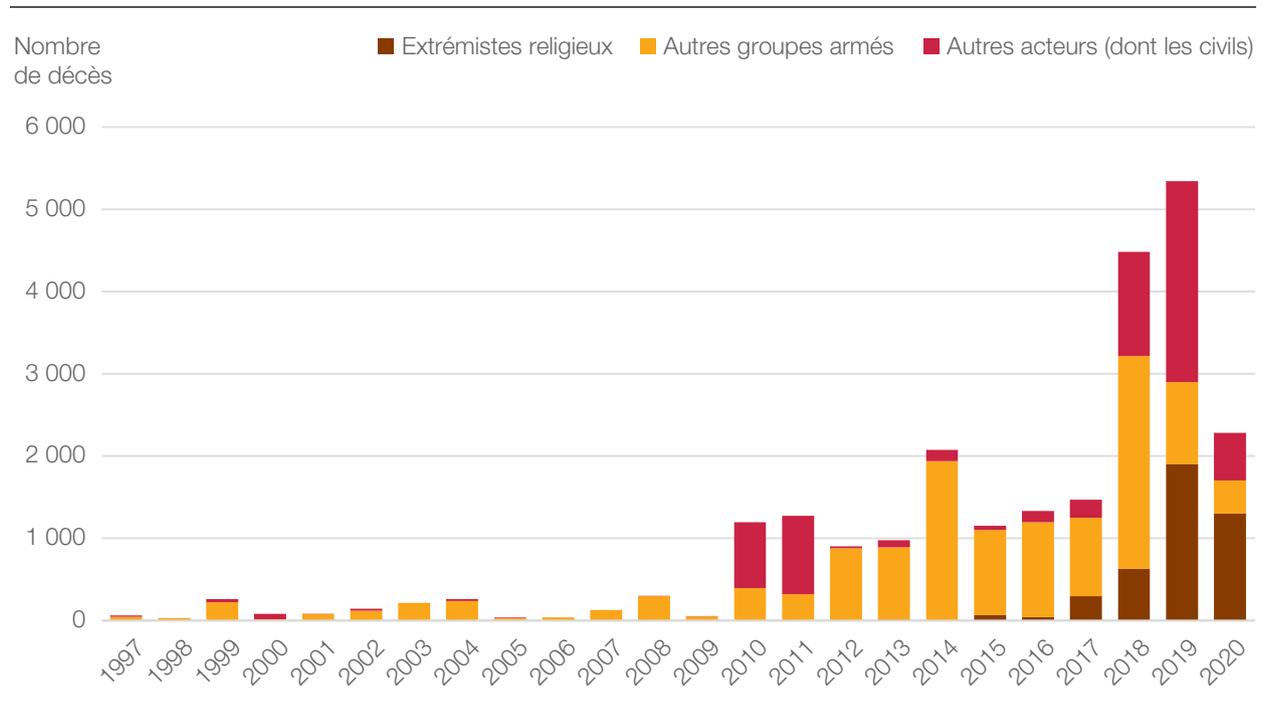
Les pasteurs peuvent rejoindre des groupes violents dont les objectifs divergent. Par conséquent, pour faciliter l'analyse spatiale et temporelle, la Note regroupe ces acteurs en trois grandes catégories :

- La première inclut les groupes extrémistes prônant une idéologie fondamentaliste ou jihadiste. Elle comprend six organisations : le JNIM, Ansaru, la Katibat Macina, la Katiba Serma, Al-Mourabitoune et Ansarul Islam.
- La deuxième inclut les groupes armés non extrémistes, tels que les milices ethniques, les milices communautaires, les rebelles, les groupes d'insurgés et les groupes d'autodéfense. Elle comprend 45 groupes, notamment l'ATNMC, le GATIA et les milices ethniques toubou.
- La troisième inclut tous les autres groupes ne relevant pas des deux catégories précédentes, ainsi que les civils.

L'ensemble de ces trois catégories contribuent de manière significative aux décès dans la région (graphique 3). Peu de décès sont toutefois associés à l'extrémisme religieux avant 2015, mais leur nombre connaît depuis lors une progression rapide, tandis que s'observe un recul surprenant des décès causés par les groupes armés non extrémistes. Certaines années, comme 2019, affichent un nombre très élevé de décès causés par des violences communautaires, comme celui d'Ogossagou.

Graphique 3

Décès impliquant des pasteurs, par catégorie de groupe, 1997-2020



Source : Auteur, à partir des données ACLED (2020). Données disponibles jusqu'en avril 2020.

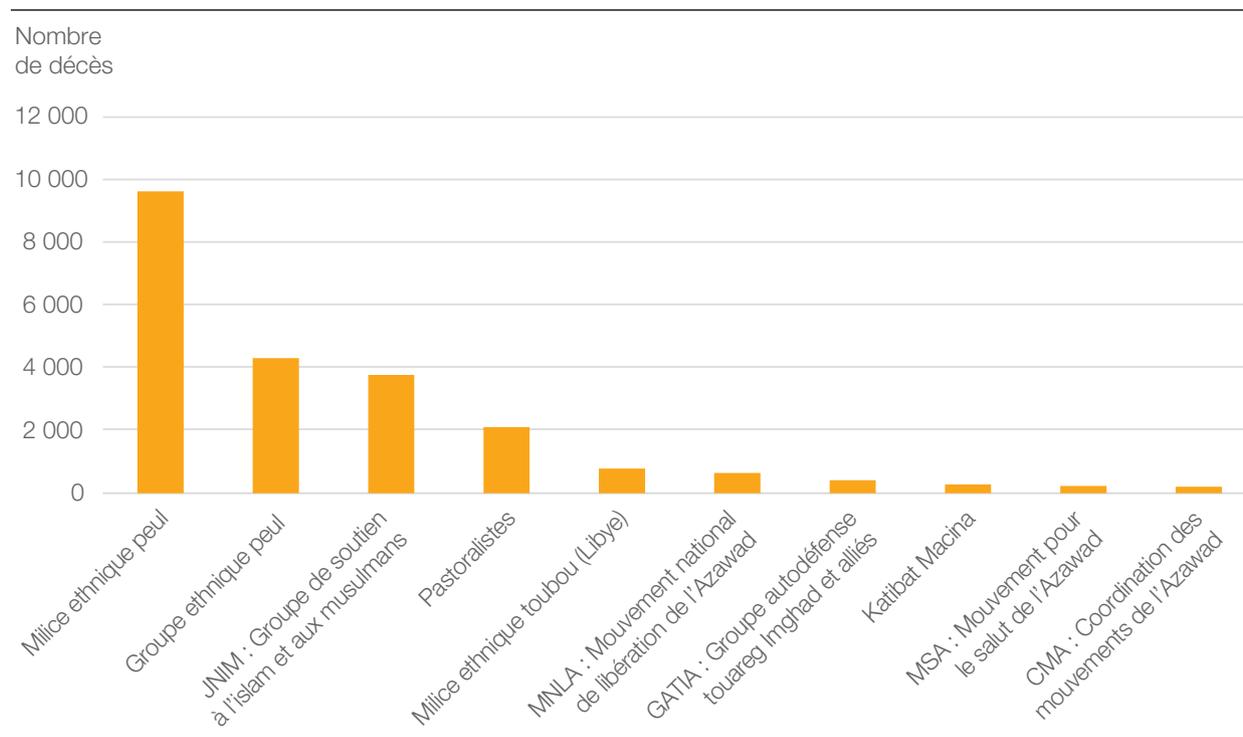
Les violences se répartissent de manière inégale entre les groupes violents. Cinq grands groupes représentant plus de 80 % du nombre total de décès impliquant des pasteurs : les milices ethniques peul (40 %), les groupes ethniques peul (18 %), le JNIM (16 %), les pasteurs (9 %) et les milices ethniques toubou (3 %). Certains de ces groupes conjuguant plusieurs entités distinctes sans qu'il soit possible d'identifier précisément une organisation formelle (par exemple « groupe ethnique peul ») (graphique 4).

Parmi les dix principaux groupes impliqués dans des événements violents, les groupes armés non extrémistes sont les plus nombreux, suivis des groupes extrémistes, puis des groupes ethniques et civils. Tous groupes confondus, l'événement violent de plus grande ampleur (avec 326 décès) s'est produit en avril 2011 à Kagarko (Nigéria). Il impliquait d'un côté une milice chrétienne et le groupe ethnique birom, et de l'autre, une milice ethnique peul et des civils. Sur les 2 016 groupes pastoraux, seuls 17 enregistrent plus de 100 décès, ce qui semble indiquer que la plupart d'entre eux ne sont pas impliqués dans des niveaux élevés de violence.

Les dynamiques des violences pastorales sont mises au jour à l'aide de trois outils d'analyse spatiale.

Graphique 4

Dix principaux groupes pastoraux présentant le plus grand nombre de décès, 1997-2020

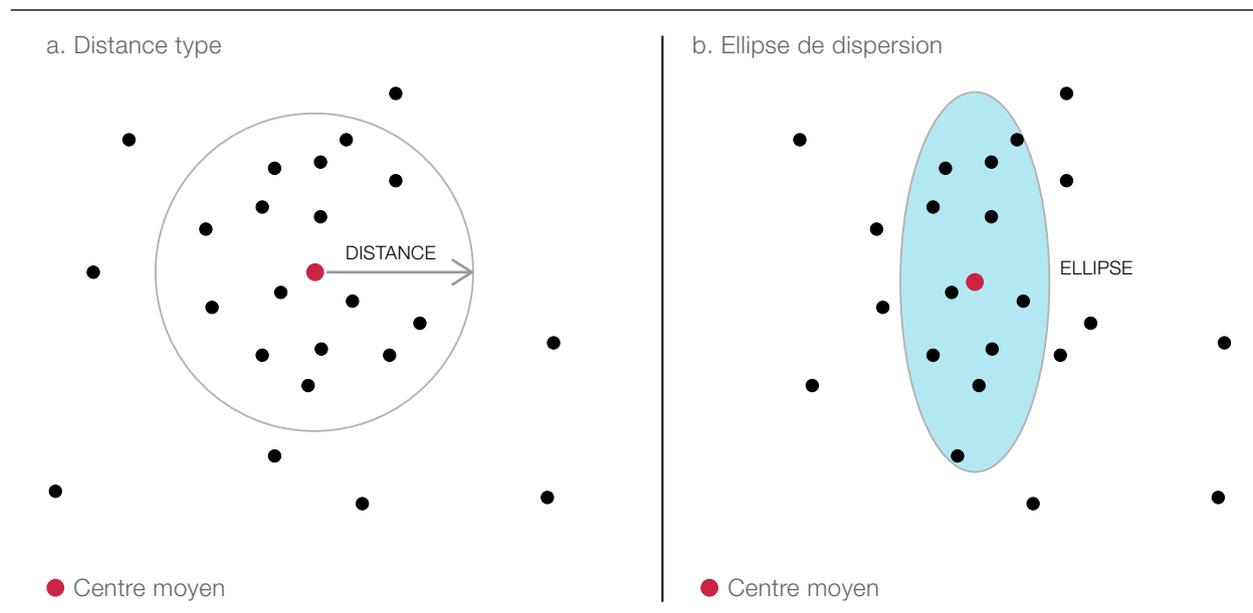


Source : Auteur, à partir des données ACLED (2020). Données disponibles jusqu'en avril 2020.

- Le premier est le centre de gravité (ou centre moyen), qui détermine le point le plus central d'une distribution d'événements, à partir duquel la distance à tous les événements est la plus courte. Ce centre de gravité indique si les violences tendent à rester localisées dans une région ou si elles se déplacent d'une région à une autre au fil du temps.
- Le deuxième est la distance type, qui mesure le degré de concentration ou de dispersion des événements violents autour du centre de gravité. La plupart des événements violents se situent dans un rayon d'une distance type par rapport au centre de gravité, dans ce qui constitue la zone de concentration maximale (graphique 5). Plus la distance type est faible, plus la distribution des événements violents est concentrée.
- Le troisième est l'ellipse de dispersion, qui indique si la distribution des événements violents suit une orientation particulière. À l'instar de l'écart-type en statistique, la distance type quantifie l'amplitude de la dispersion d'un ensemble de valeurs spatialisées. Plus l'ellipse de dispersion est petite, plus les événements violents sont concentrés au sein de la région. Dans le graphique 5, les points représentant les événements violents délimitent une ellipse nord-sud dans laquelle la concentration des points est particulièrement forte (OCDE/CSAO, 2017).

Graphique 5

Distance type au centre moyen et ellipse de dispersion



Source : OCDE/CSAO (2017).

Où se produisent les violences pastorales ?

La localisation des événements violents est l'information la plus précise disponible pour comprendre la géographie des groupes pastoraux impliqués dans des violences politiques à travers la région. Cette information est utilisée pour cartographier tous les événements violents et décès impliquant des pasteurs sur l'ensemble de la période à l'étude (1997-2020) et durant trois périodes consécutives reflétant d'importantes évolutions dans la région, comme la rébellion du MNLA (1997-2004, 2005-12 et 2013-20).

À l'échelon régional, les événements violents impliquant des pasteurs sont géographiquement dispersés, avec un total de 4 942 événements recensés entre 1997 et 2020 (carte 2). Les pays présentant un niveau élevé de violences pastorales sont l'Algérie, le Ghana, la Libye, le Mali, le Niger, le Nigéria et le Tchad. Avec le plus grand nombre d'événements violents et de décès, les deux principaux foyers de la région sont le Sahel central, et le Nigéria et sa périphérie. Au cours de la dernière décennie, ces deux régions sont devenues d'importants théâtres de violence, le Sahel central se trouvant en proie à des rébellions et à la prolifération de milices armées, d'extrémismes et de violences communautaires en découlant, tandis que le Nigéria connaît plusieurs conflits simultanés dans la région du lac Tchad, la Middle Belt et le delta du Niger (tableau 3).

Tableau 3

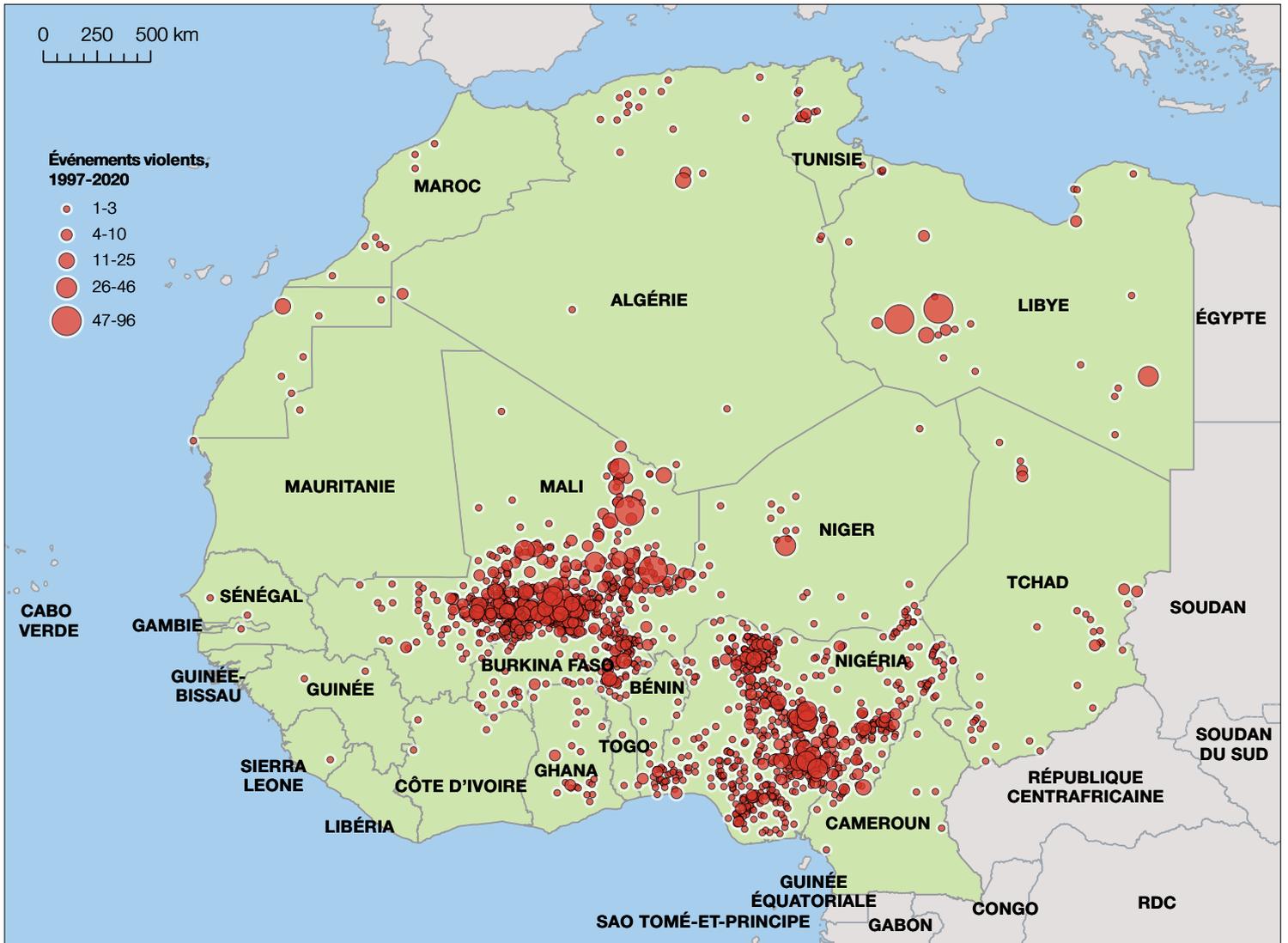
Événements violents et décès impliquant des pasteurs, par foyer, 1997-2020

Foyers	Événements violents		Décès	
	Nombre	Pourcentage du total régional	Nombre	Pourcentage du total régional
Nigéria, nord-ouest du Cameroun, sud du Niger, sud-est du Tchad	1 831	37	13 796	56
Sahel central : Mali, nord du Burkina Faso, ouest du Niger	2 411	49	9 125	37

Source : Auteur, à partir des données ACLED (2020). Données disponibles jusqu'en avril 2020.

Carte 2

Événements violents impliquant des pasteurs, 1997-2020



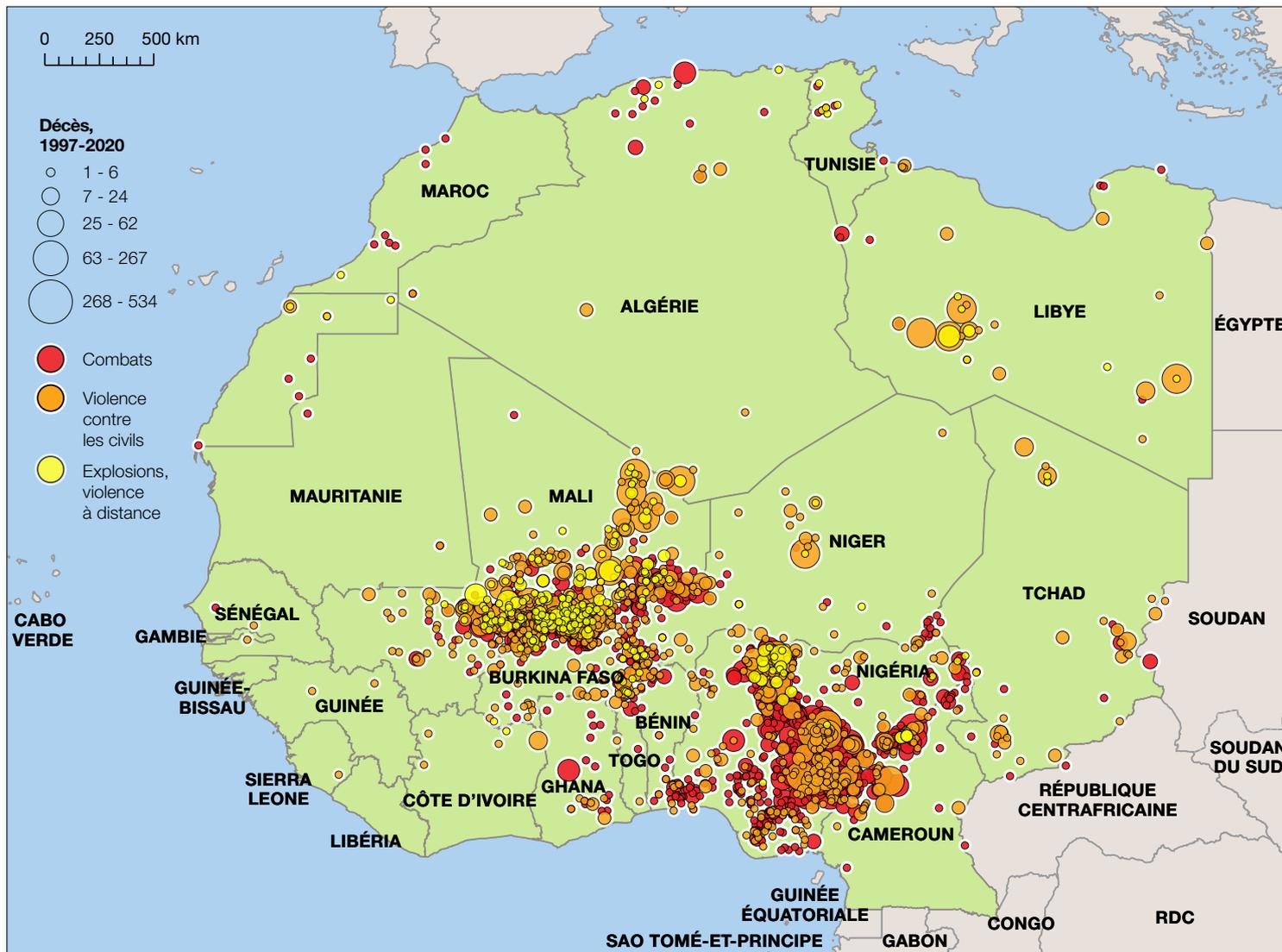
Source : Auteur, à partir des données ACLED (2020). Données disponibles jusqu'en avril 2020.

VIOLENCE PAR TYPE

Bien que les événements violents soient dispersés dans toute l'Afrique du Nord et de l'Ouest, un nombre particulièrement élevé de décès est observé dans la zone frontalière entre le Mali et le Burkina Faso de même qu'au Nigéria et dans ses périphéries. Tandis que le niveau le plus élevé de violence globale s'observe dans la région du lac Tchad, principalement en raison de l'insurrection de Boko Haram et de l'État islamique en Afrique de l'Ouest (ISWAP), il n'en va pas de même pour les violences pastorales, qui se concentrent surtout dans une bande s'étirant du sud-est au nord-ouest du Nigéria (carte 3).

Carte 3

Décès impliquant des pasteurs, par type, 1997-2020



Source : Auteur, à partir des données ACLED (2020). Données disponibles jusqu'en avril 2020.

La base de données ACLED distingue trois principaux types d'événements violents : les combats, les violences contre les civils et les explosions/violences à distance. Parmi ces trois types, ce sont les violences contre les civils impliquant des pasteurs qui représentent le plus grand nombre de décès (13 813), suivies par les combats (9 729), et enfin, par les explosions (1 083).

- Un combat est « une interaction violente survenant à un moment et en un lieu donnés entre deux groupes armés politiquement organisés »

(ACLEDE, 2019, p. 7). Les combats peuvent opposer des acteurs étatiques ou non étatiques armés, ou encore des groupes extérieurs, et ce dans toutes les combinaisons possibles. Certains des combats les plus meurtriers ont eu lieu dans le nord du Mali, près d'Aguelhok (125 décès), de Tessalit (128) et de Kidal (267), dans le centre du Mali, près de Borko (109), de Mopti (90) et de Dioungani (112), et sur l'ensemble du territoire nigérian (Dumni River, 101 ; Makardi, 93 ; Jos, 88 ; Kafanchan, 161 ; Zumi, 90 ; et Birmin Magaji, 179).

- Les violences contre les civils renvoient quant à elles à « des événements violents lors desquels un groupe armé organisé inflige délibérément des violences à des non-combattants non armés » (ACLEDE, 2019, p. 11). Suivant la définition des civils d'ACLEDE, ceux-ci ne sont pas armés et ne peuvent pas commettre de violences politiques. Les violences contre les civils se concentrent principalement dans trois espaces : le centre du Nigéria, la frontière entre le Mali et le Burkina Faso, et l'Algérie. Les événements violents les plus meurtriers de ce type se sont produits au Nigéria, ce qui s'explique vraisemblablement par les violences communautaires qui y sévissent à grande échelle, avec des événements aux bilans très lourds à Zonkwa (534) et Kagarko (345), ainsi que de multiples événements aux environs de Jos, totalisant plus de 1 000 décès. Enfin, des combats faisant de nombreux morts ont eu lieu dans l'ouest de la Libye, dans tout le centre du Nigéria et sur l'ensemble du territoire malien, sans oublier quelques combats isolés au Niger et au Tchad.
- Enfin, les explosions/violences à distance sont « des événements violents unilatéraux lors desquels le moyen employé pour livrer le conflit engendre une asymétrie en privant la cible de la possibilité de réagir » (ACLEDE, 2019, p. 9). Ce type d'événements se concentrent principalement dans le nord-ouest du Nigéria et le centre du Mali, tandis que quelques-uns sont dispersés en Algérie, en Libye, au Maroc, au Tchad et en Tunisie. Il est intéressant de noter que la plupart des explosions ont causé un nombre limité de décès en comparaison de certains combats et violences contre les civils, à l'exception toutefois de deux explosions de grande ampleur dans le centre du Mali, près de Nampala (40) et de Gao (62). Les violences à distance sont principalement utilisées par les groupes jihadistes depuis peu. Il est donc probable que seuls quelques groupes disposant de la formation et des ressources suffisantes y aient eu recours.

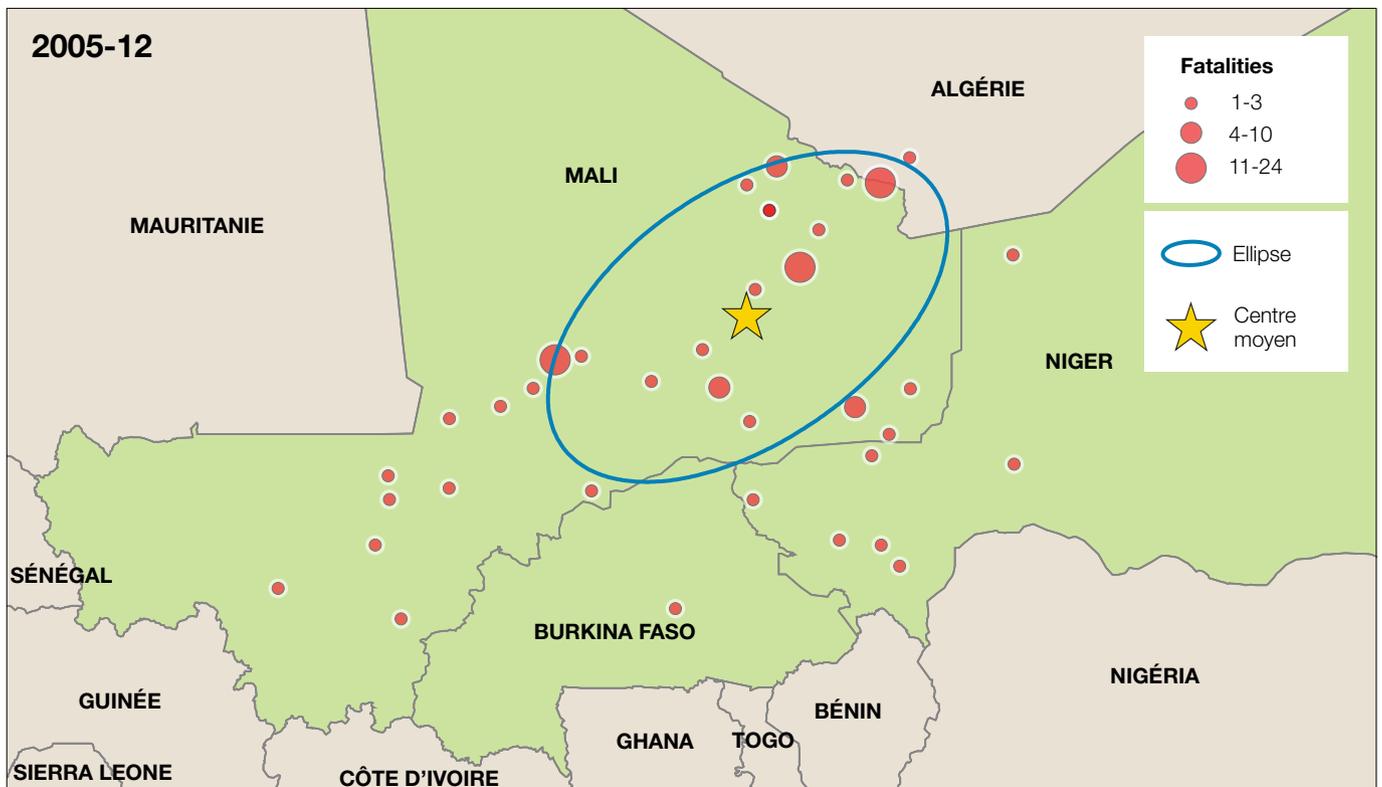
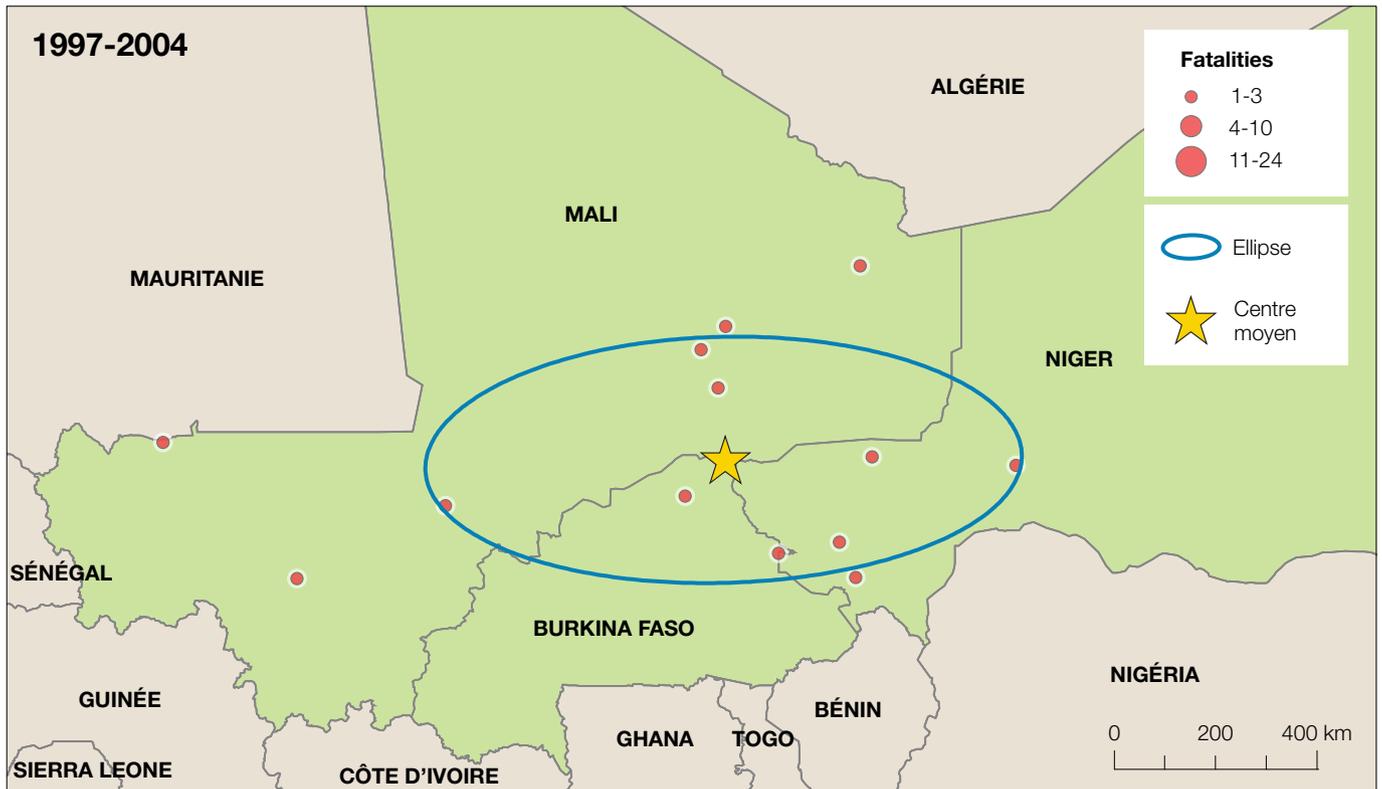
LES VIOLENCES POLITIQUES DANS LE SAHEL CENTRAL

La région du Sahel central connaît d'importantes violences pastorales depuis la fin des années 90. Le centre de gravité des événements violents s'est considérablement déplacé (carte 4). Durant la première période, de 1997 à 2004, il se situe près des frontières avec le Niger et le Burkina Faso, entre

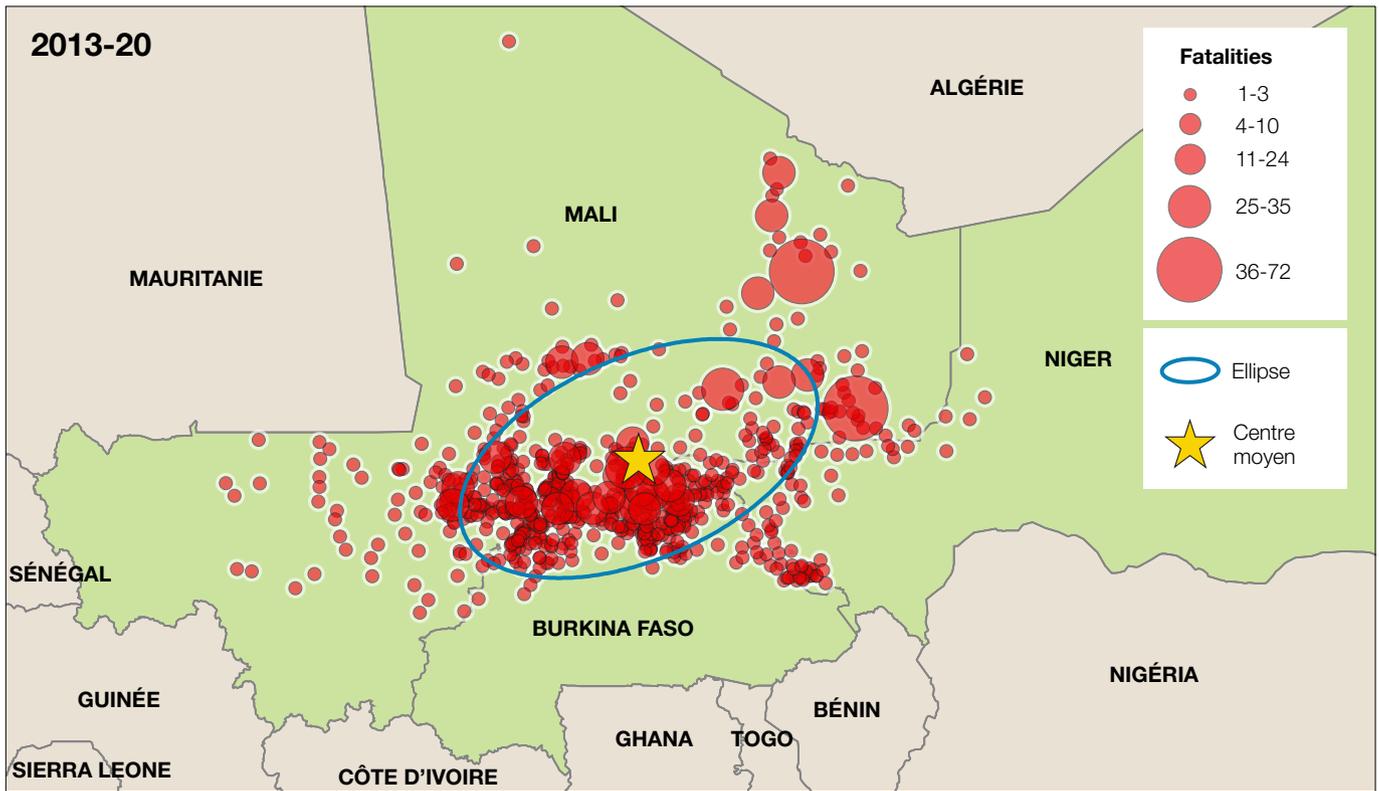
Où se produisent les violences pastorales ?

Carte 4

Événements violents impliquant des pasteurs dans le Sahel central, 1997-2020



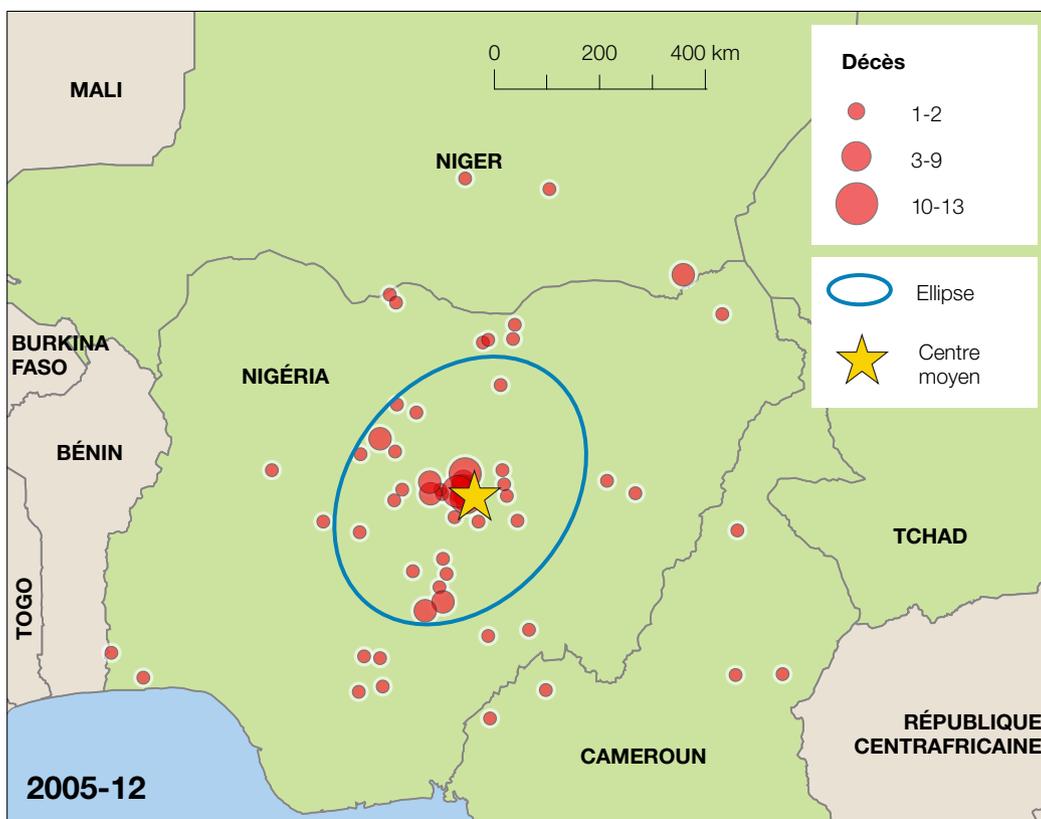
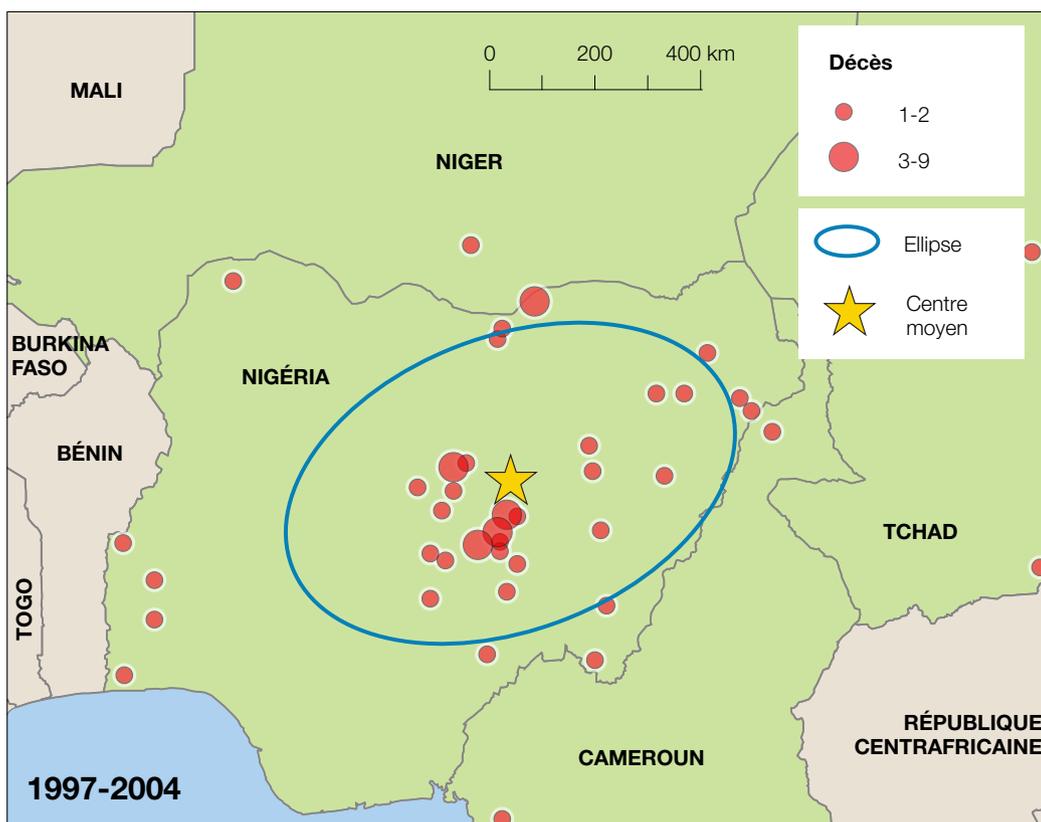
Carte 4



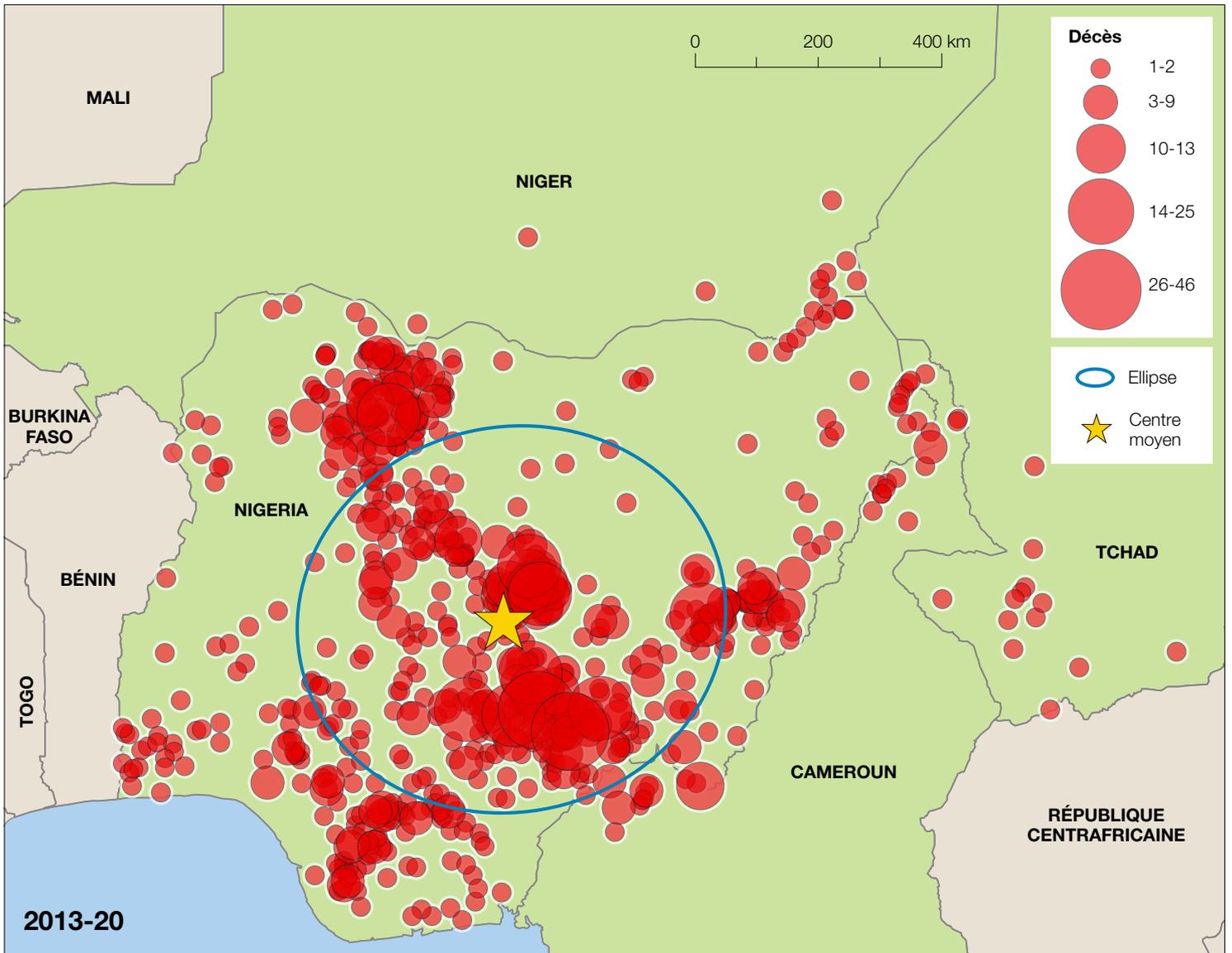
Source : Auteur, à partir des données ACLED (2020). Données disponibles jusqu'en avril 2020.

Carte 5

Événements violents impliquant des pasteurs au Nigéria et à sa périphérie, 1997-2020



Carte 5



Source : Auteur, à partir des données ACLED (2020). Données disponibles jusqu'en avril 2020.

la commune malienne de Tessit, les départements burkinabés de Tin-Akoff et Markoye, et la commune nigérienne de Gorouol. Comme durant cette période, un petit nombre d'événements sont dispersés à travers la région, l'ellipse de dispersion, qui délimite la zone de concentration maximale des événements violents, est relativement large et englobe la majeure partie du Sahel central.

Durant la deuxième période, de 2005 à 2012, la région connaît une forte montée des violences. Un nombre plus élevé d'événements violents y est enregistré, certains lieux se trouvant pris pour cible de manière répétée par les rebelles et les extrémistes violents. Le centre de gravité s'est légèrement déplacé vers le nord et la commune malienne de Tarkint. La distribution s'est aussi déplacée en direction du nord-est, sous l'effet de la propagation des événements dans les trois provinces du nord du Mali, vers Kidal, où la rébellion touareg a éclaté en 2012. Durant cette période, la majeure partie des événements violents se concentrent au Mali, et l'ellipse de dispersion est presque entièrement contenue dans ce pays.

Durant la dernière période, de 2013 à 2021, le centre de gravité s'est déplacé vers la région malienne de Mopti, dans la commune de Mondoro, là encore près de la frontière avec le Burkina Faso. Les événements violents ont connu une véritable flambée. La distribution se concentrait alors bien plus autour d'une bande étroite au centre du Mali. La nature transnationale de l'insurrection malienne est clairement visible durant cette période, avec la propagation et l'intensification des événements violents entre le Burkina Faso et le Niger. Certains endroits ont enregistré jusqu'à 72 événements violents.

LES VIOLENCES POLITIQUES AU NIGÉRIA ET À SA PÉRIPHÉRIE

Entre 1997 et 2004, la plupart des événements violents impliquant des pasteurs se sont produits au Nigéria, vraisemblablement en lien avec les violences communautaires du nord (carte 5). Peu d'événements violents sont recensés au Cameroun, au Niger et au Tchad durant cette période. Le centre de gravité se situait alors dans la zone de gouvernement local de Kanam, dans l'État du Plateau, avec une distribution concentrée autour du centre du Nigéria et s'étendant vers le nord du pays. Entre 2005 et 2012, le centre de gravité s'est légèrement déplacé vers l'ouest, dans la zone de gouvernement local de Jos Sud (également dans l'État du Plateau). Les événements violents se sont propagés et intensifiés, avec 138 incidents augurant la flambée des violences communautaires au Nigéria. Celles-ci ont connu une accélération rapide début 2010, avec 1 619 événements violents, soit près de 12 fois celui observé durant la période précédente. La Middle Belt a connu la plus forte progression. Le centre de gravité s'est légèrement déplacé vers le sud et la ville de Sanga, dans l'État de Kaduna. Un nombre

bien plus élevé d'événements violents ont également été recensés dans la région du nord-ouest qu'autour du lac Tchad, cluster de la violence dans toute l'Afrique du Nord et de l'Ouest.

Une autre dimension intéressante des violences pastorales est le nombre important d'événements survenus dans le sud du Nigéria. Ce constat semble indiquer que les groupes pastoraux ont migré plus au sud du pays et sont impliqués à la fois dans les violences communautaires et les luttes liées aux ressources dans le delta du Niger. Cette évolution peut s'expliquer par les importantes migrations de groupes pastoraux liées à l'insécurité politique et aux facteurs environnementaux, dont la désertification, les précipitations et les sécheresses (PNUE, 2011). Les données mettent ainsi en évidence la forte évolution des principaux indicateurs climatiques liés aux migrations dans le Sahel au cours des 40 dernières années, mais aussi leur dégradation sensible sur le plan des sécheresses et de l'instabilité climatique. Dans les faits, cette évolution se traduit par des températures globales en hausse, des sécheresses plus fréquentes et extrêmes, des précipitations plus importantes, et des inondations plus fréquentes et intenses. Conjugués, ces quatre facteurs, auxquels viennent s'ajouter ceux sociaux, économiques et politiques, ont entraîné des migrations dans la région, en particulier parmi les populations dépendant directement des ressources naturelles, comme les pasteurs (PNUE, 2011).

LES VIOLENCES LIÉES AUX PEUL

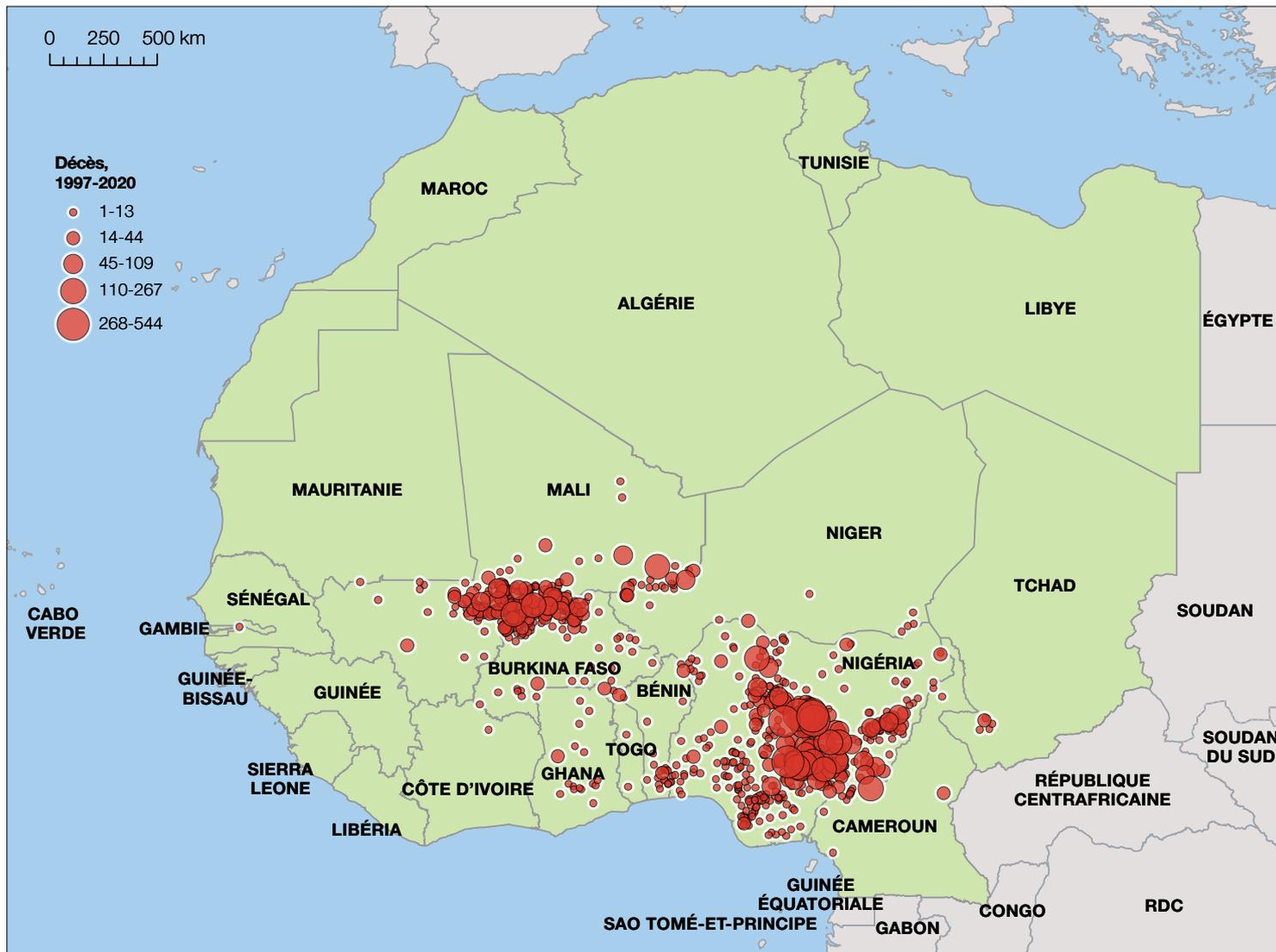
Les Peul sont le groupe pastoral le plus représenté, que ce soit comme victime ou auteur, dans les épisodes de violence, avec 44 groupes distincts (21 % du nombre total) impliqués dans des événements violents. Les pays comptant le plus grand nombre de groupes liés aux Peul sont le Mali (10), le Nigéria (8) et le Burkina Faso (7). Parmi ces groupes figurent des milices armées, des groupes de civils, des milices pro-gouvernementales et des groupes extrémistes. Plusieurs groupes peul sont transnationaux (tableau 2).

Les violences impliquant des Peul sont courantes, mais concentrées dans deux bandes : du centre du Mali au nord du Burkina Faso, et du sud-est du Nigéria vers le nord-ouest à la frontière avec le Niger (carte 6). Bien que des événements violents impliquant des pasteurs peul soient recensés dans 13 pays différents, la plupart se sont produits au Mali et au Nigéria, les autres pays étant, en comparaison, relativement peu touchés.

Où se produisent les violences pastorales ?

Carte 6

Décès impliquant des Peul, 1997-2020



Source : Auteur, à partir des données ACLED (2020). Données disponibles jusqu'en avril 2020.

Au total, un peu plus de la moitié (55 %) des 4 889 événements violents et deux-tiers des 16 182 décès impliquant des pasteurs sont en lien avec les divers « groupes ethniques peul » et « milices ethniques peul » recensés par ACLED. Les acteurs recensés dans la catégorie des « groupes ethniques peul » sont les victimes ou les auteurs de nombre des événements les plus meurtriers, vraisemblablement en lien avec les massacres à grande échelle perpétrés dans un cycle de vengeances et de violences communautaires dans la Middle Belt. Au Nigéria, de très nombreux décès sont recensés à Zonkwa (544), Kagarko (345) et Obangedde (341), et de multiples événements de grande ampleur dans la région de Jos (Barkin Ladi, 454 ; Kuru Karam, 344 ; Jos, 245 ; Dogon a Hawa, 199 ; Riyom, 153 et Bukuru, 121). Au Mali, les événements, bien qu'importants, n'ont pas atteint l'ampleur de ceux du Nigéria, les trois principaux s'étant produits à Ogossagou (198), Menaka (120) et Dioungani (118).

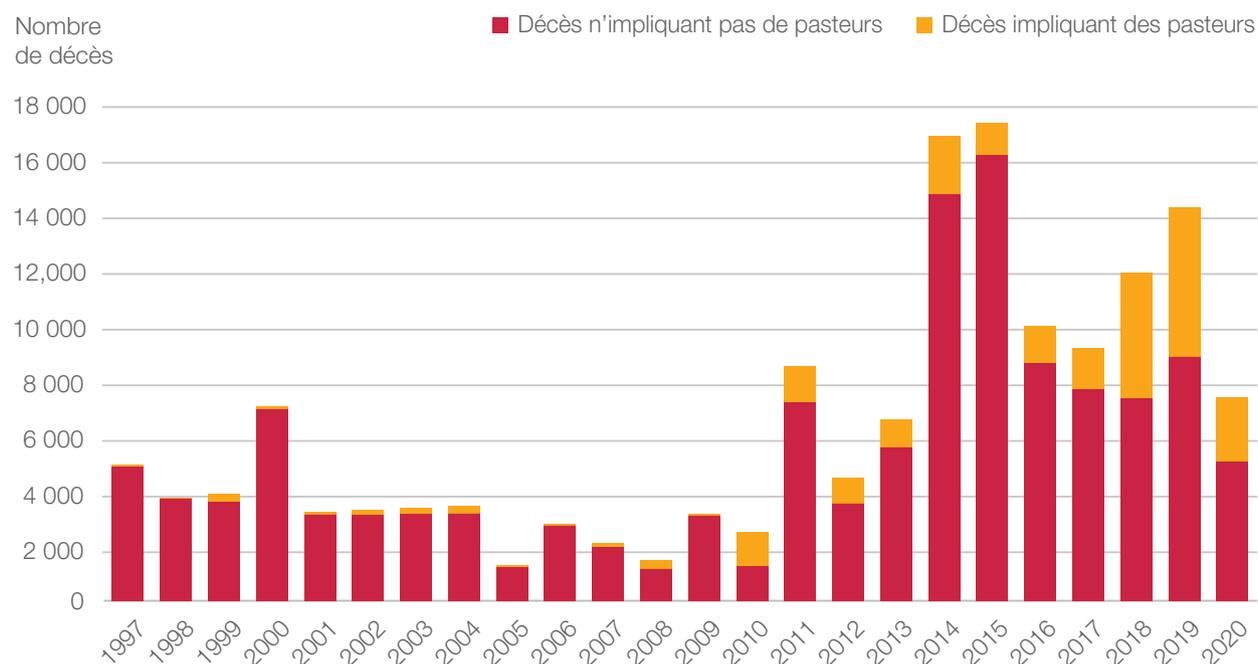
Évolution des violences pastorales

L'analyse temporelle met en évidence une augmentation des violences pastorales vers 2008, après une décennie de relative tranquillité (graphiques 6 et 7). Le pic observé en 2019 s'explique par une grave flambée des violences pastorales au Burkina Faso, au Mali et au Nigéria. Ces violences ont tendance à se propager au-delà des frontières, comme dans le nord du Burkina Faso, devenu l'un des pays où le taux de violence par habitant est le plus élevé dans la région (ACLEED, 2019).

Le nombre de groupes pastoraux connaît une augmentation rapide depuis le début des années 2010 (graphique 7). Le Sahel a subi les répercussions des crises maliennes, nigérianes et libyennes ainsi qu'une envolée de la demande d'armes, que ce soit pour des motifs d'autodéfense, d'extrémisme ou de violences politiques (de Tessières, 2017). Plusieurs conflits peuvent expliquer cette augmentation du nombre de groupes, bien que le conflit

Graphique 6

Nombre annuel de décès liés à des événements violents en Afrique du Nord et de l'Ouest, 1997-2020

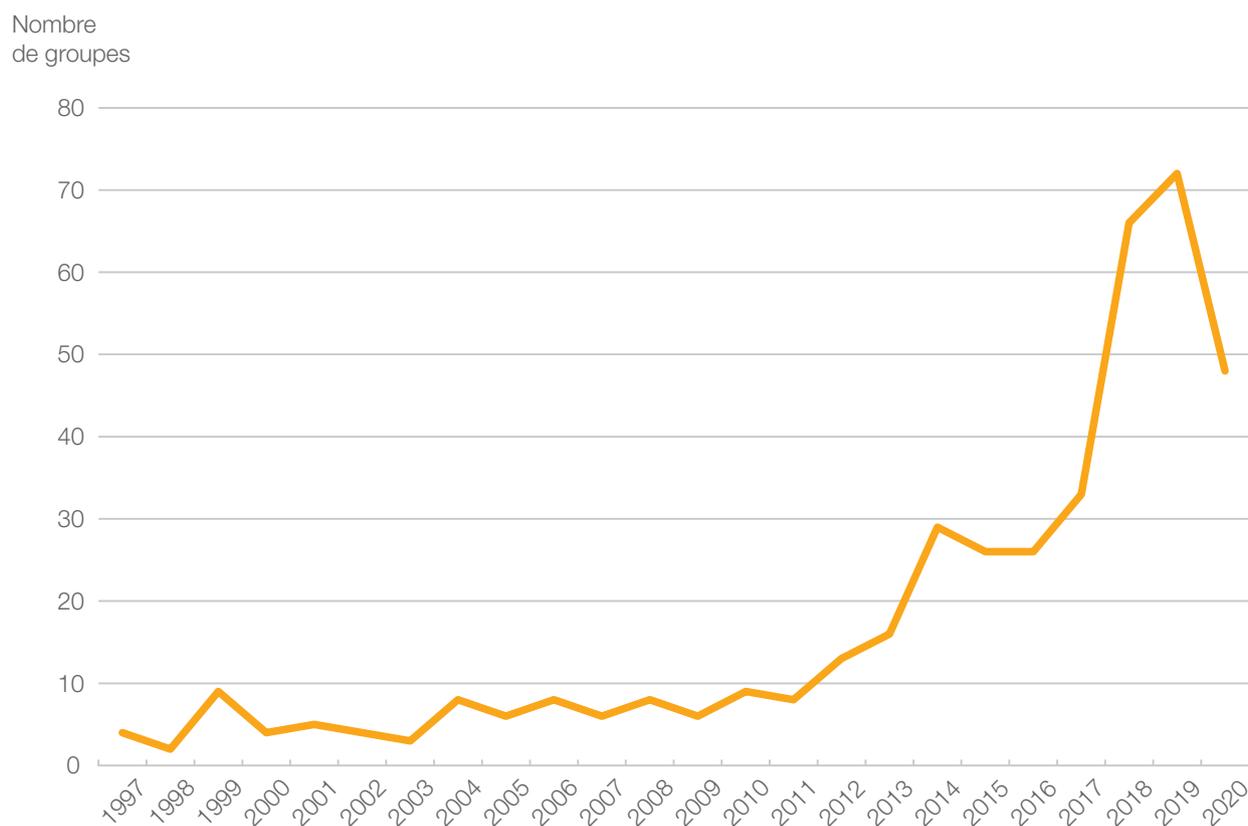


Source : Auteur, à partir des données ACLED (2020). Données disponibles jusqu'en avril 2020.

malien, débuté en 2012, ait à lui seul vu la formation, l’alliance et la fragmentation de multiples groupes armés et extrémistes durant cette période (OCDE/CSAO, 2021). Des groupes comme AQMI, Ansar Dine, le MUJAO, le JNIM, Ansarul Islam, ISGS et Al-Mourabitoune ont ainsi tous été créés ou réorganisés dans le sillage du conflit malien. Les motifs présidant à la formation de ces différents groupes sont multiples : autodéfense, rébellion, activisme pro- ou anti-gouvernemental, violences communautaires, contrôle territorial, ou encore extrémisme. Dans plusieurs pays, des groupes armés, rebelles ou d’autodéfense se sont formés pour protéger leurs populations et territoires, contribuant ainsi à la montée des violences communautaires dans la région (HRW, 2018). Le Burkina Faso et le Nigéria sont deux exemples particulièrement frappants de pays ayant connu une prolifération des milices armées au cours des dix dernières années. Le conflit de Boko Haram a également provoqué troubles et insécurité dans la région du lac Tchad, même si l’implication et la présence des acteurs pastoraux tendent à être minimales dans cette région, contrairement au niveau global de violence.

Graphique 7

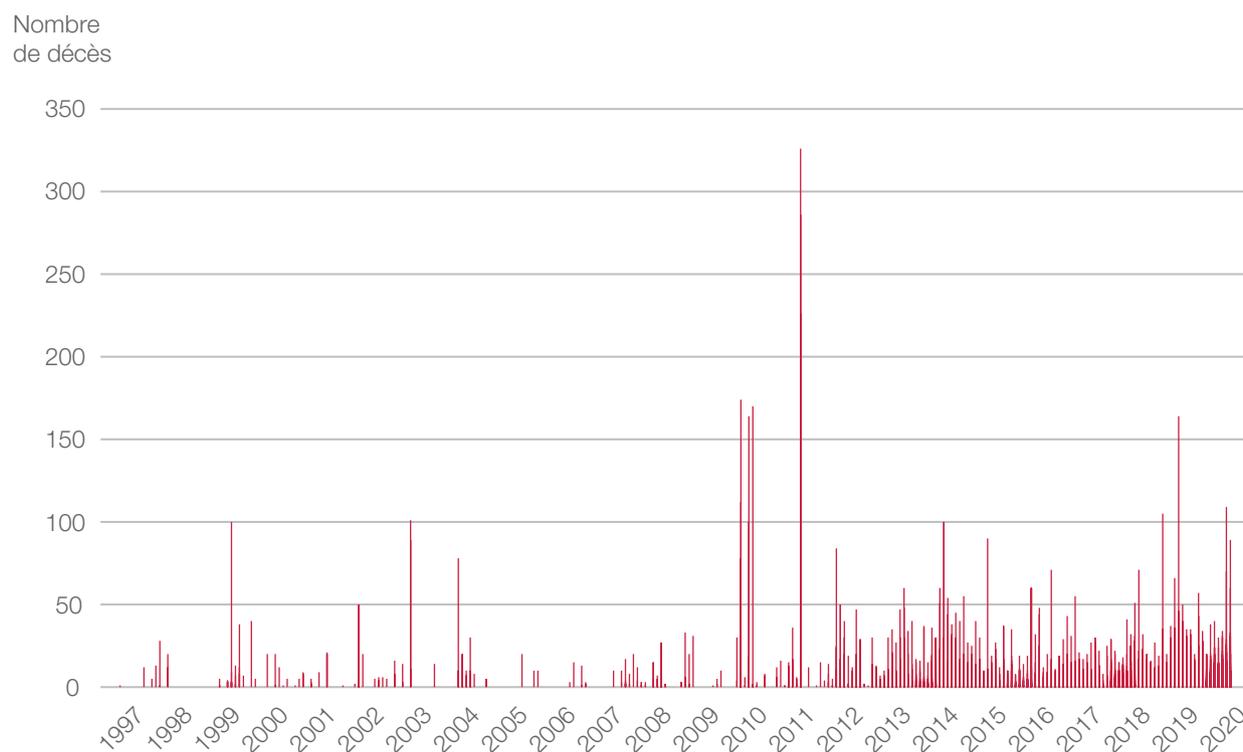
Nombre de groupes pastoraux impliqués dans des événements violents, par année, 1997-2020



Source : Auteur, à partir des données ACLED (2020). Données disponibles jusqu'en avril 2020.

Graphique 8

Nombre mensuel de décès impliquant des pasteurs dans la région, 1997-2020



Source : Auteur, à partir des données ACLED (2020). Données disponibles jusqu'en avril 2020.

L'analyse du nombre quotidien de décès liés aux violences pastorales dans la région met en évidence des violences plutôt sporadiques jusqu'au début des années 2010. C'est en 2012 que le nombre mensuel de décès commence à augmenter et à devenir plus régulier. L'émergence de Boko Haram et le conflit malien sont les deux principaux facteurs de propagation des violences pastorales dans la région, les deux suscitant insécurité, prolifération des groupes armés et exacerbation des tensions ethniques (graphique 8).

L'augmentation globale du nombre d'acteurs impliqués dans des événements violents se reflète également parmi les acteurs pastoraux, qui ont vu leur nombre se multiplier dans les différents types d'événements violents. Au Nigéria, ils sont impliqués dans les violences communautaires, qui existent certes depuis longtemps, mais ont augmenté en nombre comme en intensité ces 20 dernières années. La rébellion du MNLA au Mali en 2012, à laquelle divers groupes extrémistes ont ensuite apporté leur soutien, s'est aussi étendue géographiquement en impliquant un nombre croissant d'acteurs armés. Il existe ainsi de multiples groupes extrémistes, milices armées et groupes d'autodéfense dans le nord et le centre du Mali.

Enfin, la dispersion transnationale des violences a aussi entraîné la formation de nouveaux groupes ou la propagation des événements violents à de nouveaux territoires ou nations par les groupes préexistants. Les événements violents au Burkina Faso illustrent bien cette évolution, avec la formation de nouveaux groupes dans le pays, mais aussi l'expansion de la présence sur le territoire burkinabé de groupes extrémistes et de milices du Mali.

Les incidents impliquant des pasteurs au Nigéria et dans le Sahel central, les deux foyers des violences politiques en Afrique de l'Ouest, peuvent contribuer à expliquer une grande part de la récente montée des violences. Alors que ne sont recensés dans ces deux régions que 93 événements violents de la fin des années 90 au milieu des années 2000, le nombre d'incidents impliquant des pasteurs a été multiplié par 22 au Nigéria et par 120 dans le Sahel central au cours de la période 2013-20, atteignant respectivement 1 619 et 2 273.

Les violences pastorales progressent, mais restent le fait d'un petit nombre d'acteurs clés

Le nombre d'événements violents impliquant des groupes pastoraux connaît une augmentation rapide en Afrique du Nord et de l'Ouest. En 2019, 4 878 événements sont observés dans la région, contre 560 en 2010 et 888 à la fin des années 90, lorsque les premières données désagrégées ont été disponibles. Les groupes pastoraux sont impliqués, comme victimes ou auteurs, dans des événements violents dans les 21 pays de la région, à l'exception de la Gambie, de la Guinée-Bissau et du Libéria. Ces événements violents ont des conséquences dramatiques sur les moyens de subsistance et la stabilité politique. Les données mettent au jour la persistance et l'importance du nombre de décès depuis le début des années 2010, période correspondant au début de la guerre civile au Mali et de l'insurrection de Boko Haram. La part des violences impliquant des pasteurs est aussi en augmentation dans plusieurs pays, signe que les pasteurs représentent une source préoccupante de violence, qui devrait attirer l'attention des responsables politiques et faire l'objet d'analyses plus approfondies dans les futurs travaux de recherche.

L'implication croissante des pasteurs dans les actes de violence à travers la région ne doit pas occulter le fait que 81 % des événements violents et 85 % des décès impliquant des groupes pastoraux sont imputables à seulement cinq groupes ou grandes catégories ethniques créés pour classer les événements dont les victimes ou les auteurs restent non identifiés. À l'échelon de la région, les divers groupes peul sont associés au plus grand nombre d'événements violents et de décès, et comptent également, en termes numériques, parmi les groupes ethniques les plus importants. Sur les 206 acteurs pastoraux, on recense plus de 40 acteurs violents associés aux Peul, signe qu'ils comptent parmi les acteurs pastoraux les plus impliqués dans des événements violents. Ce constat s'explique probablement par l'importance de leur population et de leurs territoires, les différents degrés de tensions avec les autres groupes et les gouvernements, et enfin l'élargissement de l'accès aux armes et de leur disponibilité.

Les conflits au Sahel central et au Nigéria sont le théâtre d'un grand nombre de violences associées aux Peul. Il s'agit là des principaux foyers d'activité de cette ethnie, même si sont également recensées des violences les impliquant dans 13 autres nations de la région. Les deux acteurs les plus violents, bien que ne constituant pas des groupes unifiés, sont également peul, ce qui montre la nécessité de s'attaquer aux facteurs sous-tendant l'implication de cette ethnie dans les violences, que ce soit comme auteurs ou victimes.

Les événements violents et les décès impliquant des pasteurs se concentrent géographiquement dans deux foyers : le Nigéria et sa périphérie, et le Sahel central. En dehors de ces deux zones, la plupart des groupes pastoraux ne sont guère impliqués dans les violences. Ces deux régions ont vu un essor rapide des violences pastorales depuis 2012-13, ce qui rappelle l'impératif de s'y attaquer aux racines de la violence. Au Nigéria, le centre de gravité des violences pastorales reste situé dans la Middle Belt, où les violences communautaires sont répandues, mais les événements violents se sont également propagés au nord et au sud du pays. Au Mali et alentour, les violences impliquant des pasteurs suivent les mêmes dynamiques spatiales que le conflit malien. D'abord situé au Mali même, le centre de gravité des événements violents s'est déplacé vers le sud, à mesure que les violences communautaires et religieuses se sont propagées au-delà de la frontière avec le Burkina Faso et le Niger.

Les violences impliquant des pasteurs reflètent des tendances plus globales au sein de la région, marquée par l'intensification de la violence en général, l'implication croissante des milices communautaires et l'augmentation du nombre des victimes civiles, en particulier dans les régions frontalières et les zones rurales reculées (OCDE/CSAO, 2021, 2020). Afin de freiner l'augmentation des violences pastorales, les gouvernements doivent tout d'abord faire face aux tensions communautaires et aux violences ethniques associées aux pasteurs et autres groupes, qui impliquent souvent des dissensions religieuses, territoriales, économiques, ou encore liées aux ressources. Ensuite, les autorités régionales doivent améliorer leurs investissements dans les régions où vivent les pasteurs, l'insuffisance de ces investissements s'avérant lié à un certain sentiment de marginalisation et provoquant des tensions dans de nombreux groupes. Source de griefs parmi les groupes pastoraux, le manque d'investissement entraîne aussi une détérioration de leur qualité de vie, de leur accès à l'éducation, de leurs perspectives économiques et professionnelles, et de leur intégration au sein de l'État.

Enfin, les États de la région doivent encourager une meilleure participation et intégration des groupes pastoraux en les impliquant dans les processus gouvernementaux, politiques et décisionnels, ainsi que dans les institutions culturelles et sociales. Le renforcement des liens entre pasteurs et autres groupes, par le biais de la cohésion sociale, de l'éducation, de la sensibilisation, des communautés, du commerce et d'autres institutions, ne pourra qu'être bénéfique à tous. Les États doivent en outre s'attaquer au problème persistant et croissant des conflits fonciers et des violences communautaires, souvent liés à l'élevage, au pâturage, à la mobilité et au commerce du bétail. Ces problèmes doivent être solutionnés par la mise en œuvre de meilleures politiques de pâturage, de taxes, de permis, de pénalités et d'amendes. Il existe dans la région une longue tradition de commerce entre éleveurs, agriculteurs et autres groupes. En rappelant les avantages mutuels des échanges, de l'engagement communautaire, des institutions et des autres relations entre groupes ethniques, les gouvernements peuvent commencer à remédier aux tensions qui, apparues au cours des dernières décennies, ont fait le lit de la violence et de l'insécurité.

Références

- ACLED (2019), « Armed Conflict and Location Event Database Codebook », ACLED.
- Bencherif, A. & A. Campana (2016), « Alliances of convenience: assessing the dynamics of the Malian insurgency », *Mediterranean Politics*, vol. 22/1, pp. 115-134.
- Benjaminsen, T.A. & B. Ba (2019), « Why do pastoralists in Mali join jihadist groups? A political ecological explanation », *Journal of Peasant Studies*, vol. 46, pp. 1-20.
- Bevan, J. & PNUD (2007), « Between a rock and a hard place: Armed violence in African pastoral communities », janvier, PNUD.
- Boldaro, D. (2018), « A dangerous method: How Mali lost control of the North, and learned to stop worrying », *Small Wars and Insurgencies*, vol. 29/3, pp. 579-603.
- Brottem, L. & A. McDonnell (2020), « Pastoralism and conflict in the Sudano-Sahel: A review of the literature », juillet, Search for Common Ground.
- Chauzal, G. & T. Damme (2015), *The roots of Mali's conflict: Moving beyond the 2012 crisis*, Clingendael: Netherlands Institute of International Relations, CRU Report, Clingendael Institute, La Haye.
- Cilliers, J. (2018), « Violence in Africa: Trends, drivers, and prospects to 2023 », *Africa Report*, n° 12, Institute for Security Studies.
- Cissé, M.G. (2020), « Understanding Fulani perspectives on the Sahel Crisis », African Center for Strategic Studies, 22 avril.
- Cline, L.E. (2021), « Jihadist movements in the Sahel: Rise of the Fulani? », in *Terrorism and Political Violence*, DOI: [10.1080/09546553.2021.1888082](https://doi.org/10.1080/09546553.2021.1888082).
- Cline, L.E. (2020), « War on the hoof: regional security in Africa and livestock conflicts », *Small Wars and Insurgencies*, vol. 31/1, pp. 87-105.
- de Haan, C., E. Dubern, B. Garancher & C. Quintero (2016), *Pastoralism development in the Sahel*, Banque mondiale, Washington, DC.
- de Tessières, S. (2017), « Measuring illicit arms flows: Niger », *Small Arms Survey Briefing Paper*, mars, German Foreign Federal Office.
- Diallo, O.A. (2017), « Ethnic clashes, Jihad, and Insecurity in Central Mali », *Peace Review*, vol. 29, pp. 299-306.
- Dowd, C. (2018), « Nigeria's Boko Haram », dans Walther, O. et W. Miles (dir. pub.), *African Border Disorders*. Routledge, Abingdon, pp. 21.
- Eizenga, D. (2019), « Long Term Trends across Security and Development in the Sahel », *Notes ouest-africaines*, n° 25, Éditions OCDE, Paris.
- Galula, D. (2006), *Counterinsurgency Warfare: Theory and Practice*, Praeger Security International.
- Holecheck, J., A. Ciblis, K. Bengaly et al. (2016), « Human population growth, African pastoralism, and rangelands: A perspective », *Rangeland Ecology and Management*, vol. 70, pp. 273-280.
- HRW (2020), « 'How much more blood must be spilled?' Atrocities against civilians in Central Mali, 2019 », février.
- HRW (2018), « 'We used to be brothers': Self-defense group abuses in central Mali », 7 décembre.
- ICG (2017), « Herders against farmers: Nigeria's expanding deadly conflict », *Africa Report*, n° 252.
- Institute for Economics and Peace (2018), « Global Terrorism Index 2017 ».
- Koné, K. (2017), « A Southern View on the Tuareg Rebellions in Mali », *African Studies Review*, vol. 60/1, pp. 53-75.
- Mandaville, P. (2014), *Islam and Politics*, Routledge Publishing, Oxford.

- McGregor, A. (2017), « The Fulani Crisis: Communal violence and radicalization in the Sahel », *CTC Sentinel*, vol. 10/2.
- OCDE/CSAO (2021), *Réseaux de conflit en Afrique du Nord et de l'Ouest*, Cahiers de l'Afrique de l'Ouest, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/80c03df7-fr>.
- OCDE/CSAO (2020), *Géographie des conflits en Afrique du Nord et de l'Ouest*, Cahiers de l'Afrique de l'Ouest, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/4b0abf5e-fr>.
- OCDE/CSAO (2017), *Coopération transfrontalière et réseaux de gouvernance en Afrique de l'Ouest*, Cahiers de l'Afrique de l'Ouest, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/9789264265974-fr>.
- OCDE/CSAO (2014), *Un Atlas du Sahara-Sahel : Géographie, économie et insécurité*, Cahiers de l'Afrique de l'Ouest, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/978926422335-fr>.
- Okoli, A.C. & A.G. Atelhe (2014), « Nomads against Natives: A Political Ecology of Herder/Farmer Conflicts in Nasarawa State, Nigeria », *American International Journal of Contemporary Research*, vol. 4/2, pp. 76-89.
- Phillips, B.J. (2014), « Terrorist group cooperation and longevity », *International Studies Quarterly*, vol. 58/2, pp. 336-347.
- PNUE (2011), « Livelihood security: Climate change, migration, and conflict in the Sahel », *Conflicts and Disasters*, PNUE, Genève.
- Raleigh, C., A. Linke & H. Hegre (2010), « Introducing ACLED: An armed conflict location and event database », *Journal of Peace Research*, vol. 47/5, pp. 651-660.
- Raleigh, C., H. Nsaibia & C. Dowd (2020), « The Sahel crisis since 2012 », *African Affairs*, vol. 120/478, pp. 123-143.
- Retaillé, D. & O. Walther (2011), « Spaces of uncertainty: A model of mobile space in the Sahel », *Singapore Journal of Tropical Geography*, vol. 32/1, pp. 85-101.
- Reuters (2019), At least 134 Fulani herders killed in central Mali's worst violence yet, 23 mars.
- Rupesinghe, N. & M. Boås (2019), « Local drivers of violent extremism in central Mali », NUPI.
- Sandor, A. (2017), *Insecurity, the breakdown of social trust, and armed actor governance in central and northern Mali*, Centre FrancoPaix project report.
- Théroux-Bénoni, L., W. Assanvo, I. Maiga et al. (2016), « Mali's young 'jihadists': Fuelled by faith or circumstance? », *Policy Brief*, Institute for Security Studies, Prétoria.
- Thurston, A. (2020), *Jihadists of North Africa and the Sahel: Political Islam and Rebel Groups*, Cambridge University Press, Cambridge.
- Union africaine (2010), « Policy framework for pastoralism in Africa: Securing, protecting, and improving the lives, livelihoods, and rights of pastoralist communities », octobre.
- UNOWAS (2018), « Pastoralism and security in West Africa and the Sahel: Towards peaceful coexistence », *UNOWAS Study*, août 2018.
- Wehrey, F. & A. Boukhars (dir. pub.) (2013), *Perilous Desert: Insecurity in the Sahara*, Carnegie Endowment for Int'l Peace.
- Williams, P.D. (2016), *War and Conflict in Africa*, Polity.
- Wood, R.M. & J.D. Kathman (2015), « Competing for the Crown: Inter-rebel Competition and Civilian Targeting in Civil War », *Political Research Quarterly*, vol. 68/1, pp. 167-179.
- Zondi, S. (2018), « New Fringe Pastoralism: Conflict, Security, and Development in the Horn of Africa and the Sahel », *Ubuntu: Journal of Conflict and Social Transformation*, vol. 7/2.

Pastoralisme et violence en Afrique du Nord et de l'Ouest

Cette étude examine l'évolution géographique et temporelle des violences impliquant des pasteurs en Afrique du Nord et de l'Ouest. L'analyse repose sur plus de 36 000 événements violents survenus entre janvier 1997 et avril 2020, dans lesquels 206 groupes pastoraux ont été impliqués. Elle dresse ainsi un état des lieux des dynamiques des violences pastorales à l'échelon régional au cours des 20 dernières années. Une compréhension fine du rôle des pasteurs dans les violences est essentielle pour renforcer l'efficacité des politiques de stabilisation. Déjà répandues dans la région, les violences pastorales se sont étendues et intensifiées, comme en témoigne l'augmentation rapide du nombre d'événements violents et de victimes au cours des dix dernières années. De nombreux groupes ethniques sont impliqués, notamment les Peul et les Touareg. Deux grandes zones se distinguent : le Nigéria et sa périphérie ; et le Sahel central, où les violences se multiplient et se propagent au-delà des frontières nationales.

Les groupes armés liés aux pasteurs sont de plus en plus nombreux, en particulier dans les nouvelles zones de conflit telles que le nord du Burkina Faso, le Niger, le Tchad et le centre du Mali. Les Peul sont le groupe le plus nombreux et le plus dispersé géographiquement, et les communautés affiliées représentent la plus grande part des événements violents, des groupes et des décès. Les facteurs locaux sont vraisemblablement la cause principale des violences, plutôt que la convergence des groupes autour d'un intérêt commun. Les cinq groupes les plus violents représentent plus de 85 % de l'ensemble des décès et événements violents, indiquant que la plupart des pasteurs ne sont pas impliqués dans des niveaux élevés de violence. Parmi les trois principales formes de violence, celles communautaires sont les plus prévalentes dans les groupes pastoraux, bien que l'extrémisme religieux et les violences à distance gagnent du terrain.

Ces travaux sont publiés dans la bibliothèque en ligne de l'OCDE, qui regroupe tous les livres, périodiques et bases de données de l'OCDE.

Visitez www.oecd-ilibrary.org pour plus d'informations.